

2015

RAPPORT FINANCIER



SOMMAIRE

1. RESULTATS CONSOLIDES DES TROIS DERNIERS EXERCICES

1.1 Chiffres consolidés en Dirham 4

1.2 Chiffres consolidés en Euro 5

2. VUE D'ENSEMBLE

2.1 Périmètre de consolidation 7

2.2 Résultats comparés par zone géographique 8

2.3 Passage des comptes sociaux aux comptes consolidés 23

3. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE MAROC TELECOM AUX 31 DECEMBRE 2013, 2014 ET 2015

Etat de situation financière consolidé 25

Etat de résultat global consolidé 26

Tableau des flux de trésorerie consolidés 27

Tableau de variation des capitaux propres consolidés 28

Notes annexes aux comptes consolidés 29

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 78

1. RESULTATS CONSOLIDES DES TROIS DERNIERS EXERCICES

1.1 Chiffres consolidés en Dirham	4
2.2 Chiffres consolidés en Euro	5

1. RESULTATS CONSOLIDES DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Le tableau suivant présente une sélection des données financières consolidées du groupe Maroc Telecom. La sélection des données financières pour les trois exercices clos aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015 provient des comptes consolidés du Groupe préparés selon les normes internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) et audités par les commissaires aux comptes Monsieur Fouad LAHGAZI du cabinet KPMG Maroc et Monsieur Abdelaziz ALMECHATT.

1.1 CHIFFRES CONSOLIDES EN DIRHAM

Etat de résultat global

(En millions MAD)	2013	2014	2015
Chiffre d'affaires	28 559	29 144	34 134
Charges opérationnelles	17 580	18 878	23 794
Résultat opérationnel	10 978	10 266	10 340
Résultat des activités ordinaires	10 937	10 229	10 294
Résultat net	6 359	6 638	6 577
Part du Groupe	5 540	5 850	5 595
Résultat net par action (en dirham)	6	7	6
Résultat net dilué par action (en dirham)	6	7	6

Etat de la situation financière

ACTIF (en millions MAD)	2013	2014	2015
Actifs non courants	35 919	35 286	45 540
Actifs courants	11 248	10 539	14 889
Total actif	47 167	45 824	60 428

PASSIF (en millions MAD)	2013	2014	2015
Capital	5 275	5 275	5 275
Capitaux propres - part du Groupe	15 331	15 884	15 344
Intérêts minoritaires	4 602	4 278	4 360
Capitaux propres	19 933	20 163	19 704
Passifs non courants	994	893	6 855
Passifs courants	26 241	24 768	33 869
Total passif	47 167	45 824	60 428

1.2 CHIFFRES CONSOLIDES EN EURO

Les données chiffrées du Groupe sont exprimées en Dirham marocain. Cette section a pour but de fournir à l'investisseur un ordre de comparaison des éléments chiffrés en Euro.

Pour 1 euro	2013	2014	2015
Taux de clôture du bilan	11,23600	10,96045	10,81941
Taux moyen compte de résultat	11,15856	11,16404	10,81962

(Source : Vivendi pour l'exercice 2013)

(Source : Etisalat pour les exercices 2014 et 2015)

Le tableau ci-dessus présente les moyennes des taux de conversion dirham/euro retenues dans le cadre de la consolidation des comptes du Groupe pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

Les taux de change ci-dessus ne sont indiqués que pour faciliter la lecture du document. Le Groupe ne garantit pas que les montants exprimés en dirhams ont été, auraient pu ou pourraient être convertis en euro à ces taux de change ou à tout autre taux.

Le tableau suivant présente une sélection des données financières consolidées du groupe Maroc Telecom présentées en euro, aux taux de change retenus dans le cadre de la consolidation de la situation financière et des résultats du Groupe pour les exercices 2013, 2014 et 2015 des comptes du Groupe.

Etat de résultat global

(En millions EUR)	2013	2014	2015
Chiffre d'affaires	2 559	2 611	3 155
Charges opérationnelles	1 576	1 691	2 199
Résultat opérationnel	984	920	956
Résultat des activités ordinaires	980	916	951
Résultat net	570	595	608
Part du Groupe	497	524	517
Résultat net par action (en euro)	1	1	1
Résultat net dilué par action (en euro)	1	1	1

Etat de la situation financière

ACTIF (en millions EUR)	2013	2014	2015
Actifs non courants	3 197	3 219	4 209
Actifs courants	1 001	962	1 376
Total actif	4 198	4 181	5 585
PASSIF (en millions EUR)	2013	2014	2015
Capital	469	481	488
Capitaux propres - part du Groupe	1 364	1 449	1 418
Intérêts minoritaires	410	390	403
Capitaux propres	1 774	1 840	1 821
Passifs non courants	88	82	634
Passifs courants	2 335	2 260	3 130
Total passif	4 198	4 181	5 585

2. VUE D'ENSEMBLE

2.1 Périmètre de consolidation	7
2.2 Résultats comparés par zone géographique	9
2.3 Passage des comptes sociaux aux comptes consolidés	23

2. VUE D'ENSEMBLE

Les commentaires et l'analyse qui suivent doivent être lus en parallèle de l'ensemble du présent document, et notamment avec les comptes consolidés audités incluant de manière indissociable l'état de la situation financière, l'état de résultat global, le tableau des flux de trésorerie, le tableau de variation des capitaux propres et les annexes pour les exercices clos aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015.

2.1 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2015, Maroc Telecom consolide dans ses comptes les sociétés :

Mauritel

Maroc Telecom détient 51,5% des droits de vote de Mauritel, l'opérateur historique mauritanien qui exploite un réseau de téléphonie fixe et mobile, suite à la fusion de Mauritel SA (Fixe) et de Mauritel Mobile. Mauritel SA est portée par la holding Compagnie Mauritanienne de Communications «CMC» détenue par Maroc Telecom à hauteur de 80% de sorte que Maroc Telecom détient 41,2% des parts d'intérêt dans l'opérateur historique mauritanien. Maroc Telecom consolide Mauritel par intégration globale depuis le 1^{er} juillet 2004.

Onatel

Le 29 décembre 2006, Maroc Telecom a acquis 51% du capital de l'opérateur burkinabé Onatel et sa filiale mobile à 100% Telmob. Onatel est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2007.

Gabon Telecom

Maroc Telecom a acquis, le 9 février 2007, 51% du capital de l'opérateur Gabon Telecom et sa filiale mobile à 100% Libertis. Gabon Telecom est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 1^{er} mars 2007.

Sotelma

Maroc Telecom a acquis, le 31 juillet 2009, 51% du capital de l'opérateur historique malien Sotelma. Sotelma est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 1^{er} août 2009.

Casanet

Casanet est un fournisseur d'accès à internet marocain créé en 1995. En 2008, l'entreprise devient filiale à 100 % de Maroc Telecom et élargit son domaine d'activités en devenant une société spécialisée en ingénierie de l'information. Elle est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom depuis le 1^{er} janvier 2011, par intégration globale.

Atlantique Telecom Côte d'Ivoire

Maroc Telecom a acquis, le 26 janvier 2015, 85% du capital de l'opérateur mobile ivoirien. Atlantique Telecom Côte d'Ivoire est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 31 janvier 2015.

Etisalat Benin

Maroc Telecom a acquis, le 26 janvier 2015, 100% du capital de l'opérateur mobile béninois. Etisalat Benin est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 31 janvier 2015.

Atlantique Telecom Togo,

Maroc Telecom a acquis, le 26 janvier 2015, 95% du capital de l'opérateur mobile togolais. Atlantique Telecom Togo est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 31 janvier 2015.

Atlantique Telecom Niger

Maroc Telecom a acquis, le 26 janvier 2015, 100% du capital de l'opérateur mobile nigérien. Atlantique Telecom Niger est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 31 Janvier 2015.

Atlantique Telecom Centrafrique

Maroc Telecom a acquis, le 26 janvier 2015, 100% du capital de l'opérateur mobile centre-africain. Atlantique Telecom RCA est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 31 janvier 2015.

Atlantique Telecom Gabon

Maroc Telecom a acquis, le 26 janvier 2015, 90% du capital de l'opérateur mobile gabonais. Atlantique Telecom Gabon est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 31 janvier 2015.

Prestige Telecom Côte d'Ivoire

Maroc Telecom a acquis, le 26 janvier 2015, 100% du capital de Prestige Telecom, prestataire IT pour les filiales Atlantique Telecom. Prestige Telecom est consolidée dans les comptes de Maroc Telecom par intégration globale depuis le 31 janvier 2015.

Autres titres non consolidés

Les participations dans lesquelles Maroc Telecom n'exerce pas directement ou indirectement un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable ainsi que les participations dont l'importance rapportée aux comptes consolidés n'est pas significative, ne sont pas consolidées et sont comptabilisées dans la rubrique « Actifs financiers non courants ».

Il en est ainsi des participations dans ArabSat, Médi1 TV, dans lesquelles Maroc Telecom détient des intérêts minoritaires, de MT Fly ainsi que d'autres participations minoritaires

2.2 RESULTATS COMPARES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Remarque préliminaire :

La base comparable illustre le maintien d'un taux de change constant Dirham / Ouguiya / Franc CFA. Les données chiffrées par zone géographique se résument de la manière suivante :

(En millions MAD)	2013	2014	2015
Chiffre d'affaires (*)	28 559	29 144	34 134
Maroc	21 294	21 133	21 033
International	7 754	8 630	14 010
Résultat opérationnel avant amortissements	16 213	15 691	16 742
Maroc	12 308	11 578	11 144
International	3 904	4 113	5 599
% CA	56,8%	53,8%	49,0%
Résultat opérationnel	10 978	10 266	10 340
Maroc	8 595	7 734	7 386
International	2 383	2 532	2 954
% CA	38,4%	35,2%	30,3%
Résultat net part du groupe	5 540	5 850	5 595
% CA	19,4%	20,1%	16,4%
Capex⁽²⁾	4 796	4 901	8 835

(*) Chiffre d'affaires Groupe net des éliminations.

2.2.1 Comparaison des données 2015 et 2014

2.2.1.1 Résultats consolidés du groupe

Chiffre d'affaires

A fin décembre 2015, le groupe Maroc Telecom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé(3) de 34 134 millions de dirhams, en hausse de 17,1% par rapport à 2014 en raison de l'extension de son périmètre. A base comparable(1), la hausse est de 1,6% et reflète à la fois la forte croissance des activités à l'International (+6,9% à base comparable) et la résilience des activités au Maroc (-0,5%).

Résultat opérationnel avant amortissement

A fin 2015, le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) du groupe Maroc Telecom s'établit à 16 742 millions de dirhams, en hausse de 6,7% (+0,7% à base comparable). La croissance à base comparable s'explique par la hausse significative de l'EBITDA à l'International (+10,8%) qui compense le recul de 3,8% de l'EBITDA au Maroc.

Malgré l'effet dilutif de l'intégration des nouvelles filiales, la marge d'EBITDA du Groupe se maintient au niveau élevé de 49,0% (quasiment stable à base comparable). Les efforts continus visant la maîtrise des coûts directs et l'optimisation des coûts opérationnels expliquent cette bonne performance.

Résultat opérationnel

A fin 2015, le résultat opérationnel(4) (EBITA) consolidé du groupe Maroc Telecom atteint 10 340 millions de dirhams, en hausse de 0,7% sur un an (+0,6% à base comparable). Cette hausse découle principalement de la progression de l'EBITDA.

Résultat net – Part du Groupe

Le résultat net part du Groupe est de 5 595 millions de dirhams, en baisse de 4,3% sur l'année du fait notamment des pertes générées par les nouvelles filiales.

Investissements

Durant l'exercice 2015, les investissements ont atteint 8 835 millions de dirhams, en hausse de 3 934 millions de dirhams.

Cette hausse représente pour l'essentiel, l'acquisition de la licence 4G au Maroc, le versement d'un acompte afférent à l'acquisition d'une licence globale en Côte d'Ivoire, le renouvellement de la licence 2G en Mauritanie, le renouvellement de la licence 2G et l'attribution de la licence 3G au Niger, en sus de l'investissement continu dans les infrastructures.

2.2.1.2 Activités au Maroc

IFRS en millions MAD	2014	2015
Chiffre d'affaires	21 133	21 033
Mobile	15 214	14 276
Services	14 781	14 058
Equipement	433	219
Fixe	8 041	8 728
dont Data Fixe*	2 058	2 263
Elimination et autres	- 2 122	-1 971
Résultat opérationnel avant amortissements	11 578	11 144
Marge (%)	54,8%	53,0%
Résultat opérationnel	7 734	7 386
Marge (%)	36,6%	35,1%
CAPEX	3 359	4 792
Dont licences et fréquences		926
CAPEX/CA (hors licences et fréquences)	15,9%	18,4%
CFFO	8 781	6 576
Dette Nette	4 742	11 741
Dette Nette / EBITDA	0,4x	1,0x

Au cours de l'année 2015, les activités au Maroc ont généré un chiffre d'affaires de 21 033 millions de dirhams, en baisse limitée de 0,5%, grâce aux activités Fixe et Internet qui poursuivent leur essor (+8,6% sur une année) et compensent la baisse enregistrée sur le segment Mobile (-6,2% en un an) dans un contexte concurrentiel qui reste très intense.

Le résultat opérationnel avant amortissement (EBITDA) atteint 11 144 millions de dirhams, en baisse de 3,8% par rapport à 2014. Cette évolution reflète la hausse des coûts d'interconnexion vers les autres opérateurs et des coûts opérationnels qui progressent de 2,5%. La marge d'EBITDA se maintient à un niveau élevé de 53,0%, en baisse de 1,8 point.

Le résultat opérationnel ressort à 7 386 millions de dirhams, en baisse de 4,5%, du fait de la baisse de l'EBITDA. La marge d'EBITA s'établit à 35,1%, en baisse de 1,5 point.

Les flux nets de trésorerie opérationnels au Maroc sont en baisse de 25% à 6 576 millions de dirhams suite au paiement de 926 millions de dirhams pour la licence 4G et le réaménagement du spectre associé. Hors ces éléments, le CFFO des activités au Maroc est en baisse de 14,6% du fait de la baisse de l'EBITDA et d'une hausse de 15% des investissements dans les réseaux, notamment dans la 4G.

* La Data Fixe regroupe l'Internet, la TV sur ADSL et les services Data aux entreprises

Mobile

Mobile	Unité	2014	2015
Parc⁽⁷⁾	(000)	18 230	18 298
Prépayé	(000)	16 734	16 649
Postpayé	(000)	1 496	1 649
Dont Internet 3G/4G+ ⁽¹¹⁾	(000)	4 771	6 502
ARPU⁽⁸⁾	(MAD/mois)	65,6	62,5
Data en % de l'ARPU ^{(9) (10)}	(%)	16,0%	20,7%

Au 31 décembre 2015, le parc⁽⁷⁾ Mobile s'élève à 18,3 millions de clients, en hausse de 0,4% en un an. La croissance de 10,2% du parc postpayé, portée par l'enrichissement des offres en heures de communication et en data, ayant plus que compensé la baisse de 0,5% du parc prépayé. Le parc Internet Mobile poursuit sa forte croissance et progresse de 36% en un an, tiré par l'engouement des clients pour les services Data 3G et 4G.

Dans un marché marqué par une concurrence qui ne faiblit pas, le chiffre d'affaires Mobile est en baisse de 6,2%, à 14 276 millions de dirhams par rapport à 2014. Avec la poursuite de la baisse des prix et la réduction du trafic international entrant, le chiffre d'affaires des services Mobile ressort à 14 058 millions de dirhams, en recul de 4,9% par rapport à 2014.

L'ARPU⁽⁸⁾ mixte 2015 s'élève à 62,5 dirhams, en retrait de 4,7% par rapport à 2014, la hausse des usages voix et data ne permettant pas de compenser la baisse des prix.

Le parc Internet Mobile⁽¹¹⁾, qui atteint 6,5 millions de clients à fin décembre, porte la contribution de la Data dans l'ARPU à plus de 20%, en croissance importante de 4,7 pts par rapport à l'an dernier.

Fixe et Internet

Fixe	Unité	2014	2015
Lignes Fixe	(000)	1 483	1 583
Accès Haut Débit ⁽¹²⁾	(000)	984	1 136

Le parc Fixe atteint près de 1,6 million de lignes à fin décembre 2015, en progression de 6,8%, porté par le segment Résidentiel dont le parc croît de 10%.

Le parc ADSL progresse de 15% pour atteindre 1,1 million d'abonnements, grâce à l'engouement pour les offres Double play et malgré les nouvelles offres introduites sur le marché par les concurrents.

L'essor des activités Fixe et Internet se poursuit et atteignent un chiffre d'affaires de 8 728 millions de dirhams, en hausse de 8,6% par rapport à 2014, principalement sous l'effet de la croissance des parcs Fixe, Haut Débit et VPN IP qui contribue à la croissance de 10,0% des revenus de la Data Fixe.

2.2.1.3 Activités à l'International

Indicateurs financiers

Les activités à l'International intègrent depuis le 26 janvier 2015, date de la finalisation de l'acquisition, les nouveaux opérateurs africains en Côte D'Ivoire, Benin, Togo, Gabon, Niger et Centre Afrique, ainsi que Prestige Telecom qui fournit des prestations IT auprès de ces entités.

IFRS en millions de MAD	2014	2015	Variation	Variation à base comparable ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	8 630	14 010	+62,3%	+6,9%
dont Services Mobile	7 132	12 589	76,5%	+9,6%
EBITDA	4 113	5 599	+36,1%	+10,8%
<i>Marge (%)</i>	<i>47,7%</i>	<i>40,0%</i>	<i>-7,7 pts</i>	<i>+1,4 pts</i>
EBITA	2 532	2 954	+16,7%	+15,8%
<i>Marge (%)</i>	<i>29,3%</i>	<i>21,1%</i>	<i>-8,3 pts</i>	<i>+1,6 pts</i>
CAPEX	1 542	4 043	-	-
<i>Dont licences et fréquences</i>	94	1 696		
<i>CAPEX/CA (hors licences et fréquences)</i>	16,8%	16,8%	0,0 pt	-
CFFO	2 760	2 785	0,9%	-
Dettes nettes	624	4 679	-	-
Dettes nettes /EBITDA	0,1x	0,8x	-	-

A fin 2015, les activités du Groupe à l'International enregistrent un chiffre d'affaires de 14 010 millions de dirhams, en progression de plus de 62% (+6,9% à base comparable), sous l'effet combiné de la croissance soutenue des filiales historiques (+7,2% à taux de change constant) et celle des filiales nouvellement acquises (+6,8% à taux de change constant).

Sur le seul quatrième trimestre, les revenus du Groupe à l'International ressortent en hausse de 8,1% à périmètre et change constants et profitent de l'accélération de la croissance des nouvelles filiales (+12,5%), notamment en Côte d'Ivoire et au Niger.

A fin décembre 2015, le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) s'élève à 5 599 millions de dirhams, en hausse de 36%. A base comparable, la croissance de 10,8% de l'EBITDA résulte de la progression du chiffre d'affaires et de l'amélioration des marges tant des filiales historiques (+1,5 point) que des nouvelles filiales (+1,0 point) grâce à des efforts importants d'optimisation des coûts opérationnels qui font plus que compenser l'impact des nouvelles taxes au Mali, au Togo, au Bénin, au Niger et en Mauritanie. L'intégration des nouvelles filiales africaines a un impact dilutif sur la marge d'EBITDA qui atteint 40,0%. Sur une base comparable, cette marge progresse de 1,4 point.

Sur le seul quatrième trimestre, l'EBITDA s'élève à 1 560 millions de dirhams, en hausse de 16,9% à base comparable, grâce à l'accélération de la croissance du chiffre d'affaires et la nette progression de la marge d'EBITDA qui ressort en hausse de 3,1 points.

Le résultat opérationnel (EBITA) s'établit à 2 954 millions de dirhams, en amélioration de 16,7% (+15,8% à base comparable). La hausse, à base comparable, de 5,2% des charges d'amortissements est largement compensée par la hausse de l'EBITDA. La marge d'exploitation atteint 21,1%, sous l'effet dilutif de l'intégration des nouveaux actifs africains. Sur une base comparable, cette marge s'améliore de 1,6 point.

Les flux nets de trésorerie opérationnels (CFFO) des activités à l'International sont en hausse de 0,9% par rapport à 2014, tirés par la croissance de l'EBITDA et l'optimisation du besoin en fonds de roulement, qui font plus que compenser la hausse des investissements qui intègrent le prix des licences en Mauritanie et au Niger (872 millions de dirhams) et le paiement d'un acompte de 824 millions de dirhams pour le renouvellement de la licence en Côte d'Ivoire. Hors licences, le CFFO des activités à l'International est en forte hausse de 66% pour atteindre 4 572 millions de dirhams, représentant près de 82% de l'EBITDA, grâce à d'importants efforts dans la gestion du besoin en fonds de roulement.

Indicateurs opérationnels

	Unité	2014	2015	Variation à taux de change constant ⁽¹³⁾
Mobile				
Parc⁽⁷⁾	(000)			
Mauritanie		1 922	2 121	+10,3%
Burkina Faso		5 468	6 760	+23,6%
Gabon Telecom		1 183	1 157	-2,2%
Mali		10 673	7 431	-30,4%
Côte d'Ivoire		3 946	5 151	+30,5%
Bénin		2 866	3 266	+13,9%
Togo		1 920	2 141	+11,5%
Moov Gabon		405	440	+8,8%
Niger		605	810	+33,8%
Centrafrique		128	149	+16,2%
ARPU⁽⁸⁾	(MAD/mois)			
Mauritanie		66,5	66,6	+0,1%
Burkina Faso		29,5	27,6	-6,5%
Gabon Telecom		92,3	97,4	+5,5%
Mali		21,3	23,4	+10,3%
Côte d'Ivoire		34,4	39,8	+15,7%
Bénin		41,6	42,1	+1,2%
Togo		40,4	36,5	-9,7%
Moov Gabon		79,9	79,0	-1,1%
Niger		49,4	55,6	+12,6%
Centrafrique		39,0	33,6	-13,8%
Fixe				
Parc	(000)			
Mauritanie		43	45	+3,9%
Burkina Faso		81	75	-7,0%
Gabon Telecom		18	19	+1,4%
Mali		130	138	+5,9%
Haut Débit Fixe				
Parc⁽¹²⁾	(000)			
Mauritanie		8	10	+21,5%
Burkina Faso		16	15	-8,8%
Gabon Telecom		11	11	+3,2%
Mali		64	58	-9,4%

Notes :

- (1) La base comparable illustre les effets de consolidation des 6 nouveaux opérateurs africains comme si elle s'était effectivement produite le 26 janvier 2014, et le maintien d'un taux de change constant MAD/Ouguiya/Franc CFA.
- (2) Les CAPEX correspondent aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comptabilisées sur la période.
- (3) Maroc Telecom consolide dans ses comptes les sociétés Mauritel, Onatel, Gabon Telecom, Sotelma et Casanet ainsi que les nouvelles filiales africaines (Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Gabon, Niger, Centrafrique et Prestige Telecom qui fournit des services IT à ces dernières) depuis leur acquisition le 26 janvier 2015.
- (4) L'EBITA correspond au résultat opérationnel avant les amortissements des actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises, les dépréciations des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels liés aux regroupements d'entreprises et les autres produits et charges liés aux opérations d'investissements financiers et aux opérations avec les actionnaires (sauf lorsqu'elles sont directement comptabilisées en capitaux propres).
- (5) Le CFFO comprend les flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant impôts, tels que présentés dans le tableau des flux de trésorerie, ainsi que les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence et des participations non consolidées. Il comprend aussi les investissements industriels nets, qui correspondent aux sorties nettes de trésorerie liée aux acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles.
- (6) Emprunts et autres passifs courants et non courants moins trésorerie (et équivalents de trésorerie) y compris le cash bloqué pour emprunts bancaires.
- (7) Le parc actif est constitué des clients prépayés, ayant émis ou reçu un appel voix (hors appel en provenance de l'ERPT concerné ou de ses Centres de Relations Clients) ou émis un SMS/MMS ou ayant fait usage des services Data (hors échanges de données techniques avec le réseau de l'ERPT concerné) durant les trois derniers mois, et des clients postpayés non résiliés.
- (8) L'ARPU se définit comme le chiffre d'affaires (généré par les appels entrants et sortants et par les services de données) net des promotions, hors roaming et ventes d'équipement, divisé par le parc moyen de la période. Il s'agit ici de l'ARPU mixte des segments prépayé et postpayé.
- (9) Le revenu Data mobile inclut le chiffre d'affaires de l'ensemble des services non-voix (SMS, MMS, internet mobile, etc.) y compris la valorisation de l'accès Internet Mobile et SMS inclus dans tous les forfaits postpayés et les Pass Jawal de Maroc Telecom.
- (10) Les données 2014 ont été retraitées au T1 2015 suite à un changement dans la méthode de valorisation des offres couplées prépayées, basée désormais sur le trafic consommé au lieu du trafic accordé.
- (11) Le parc actif de l'Internet Mobile 3G et 4G+ inclut les détenteurs d'un contrat d'abonnement postpayé (couplé ou non avec une offre voix) et les détenteurs d'une souscription de type prépayé au service Internet ayant effectué au moins une recharge durant les trois derniers mois ou dont le crédit est valide et qui ont utilisé le service durant cette période.
- (12) Le parc haut débit inclut les accès ADSL et les liaisons louées au Maroc et inclut également le parc CDMA pour les filiales historiques.
- (13) Maintien d'un taux de change constant MAD/Ouguiya / Franc CFA.

2.2.2 Comparaison des données 2014 et 2013

2.2.2.1 Résultats consolidés du groupe

Chiffre d'affaires

Au cours de l'année 2014, le groupe Maroc Telecom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 29 144 millions de dirhams, en hausse de 2,1% par rapport à 2013 (+2,1% à taux de change constant). Cette performance s'explique principalement par une croissance de 11,3% des activités à l'International et une baisse limitée de 0,8% du chiffre d'affaires au Maroc.

Résultat opérationnel avant amortissements

A fin 2014, le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) du groupe Maroc Telecom s'établit à 15 691 millions de dirhams, en baisse de 3,2% par rapport à 2013 (-3,2% à taux de change constant). Ce recul s'explique par une baisse de 5,9% de l'EBITDA des opérations au Maroc, partiellement compensée par une hausse de 5,3% (+5,4% à taux de change constant) de l'EBITDA à l'International. Malgré une baisse de 2,9 pts, la marge d'EBITDA se maintient au niveau élevé de 53,8%.

Résultat opérationnel

A fin 2014, le résultat opérationnel (EBITA) consolidé du groupe Maroc Telecom s'établit à 10 266 millions de dirhams, en retrait de 6,5% (-6,5% à taux de change constant) par rapport à 2013. Cette baisse est due au recul de l'EBITDA et à la hausse de 7,6% de la charge d'amortissement liée aux importants programmes d'investissement réalisés ces dernières années. La marge d'exploitation baisse de 3,2 pts pour s'établir à 35,2%.

Résultat net

Pour l'exercice 2014, le résultat net part du groupe Maroc Telecom ressort à 5 850 millions de dirhams, en progression de 5,6% (+5,6% à taux de change constant) par rapport à 2013, sous l'effet principalement d'une base de comparaison favorable provenant de la comptabilisation en 2013 d'une charge exceptionnelle liée au règlement d'un litige fiscal.

Investissements

Durant l'exercice 2014, les investissements ont atteint 4 901 millions, en hausse de 106 millions de dirhams. Cette hausse représente pour l'essentiel l'acquisition des licences 3G et 4G par Gabon Telecom en sus de l'investissement continu dans les infrastructures.

2.2.2.2 Activités au Maroc

(IFRS en millions de MAD)	2013	2014
Chiffre d'affaires	21 294	21 133
Mobile	15 719	15 214
Services	15 416	14 781
Equipement	303	433
Fixe	7 391	8 041
Dont Data Fixe *	1 865	2 058
Elimination	-1 816	-2 122
Résultat opérationnel avant amortissements	12 308	11 578
Marge (%)	57,8%	54,8%
Résultat opérationnel - avant restructurations	8 595	7 734
Marge (%)	40,4%	36,6%
Résultat opérationnel	8 595	7 734

Au cours de l'année 2014, les activités au Maroc ont généré un chiffre d'affaires de 21 133 millions de dirhams, en baisse limitée de 0,8% par rapport à 2013. Cette performance traduit la forte croissance du chiffre d'affaires Fixe et Internet (+8,8%) et la réduction de la baisse des revenus du Mobile (-3,2% en 2014 vs -10,1% en 2013) grâce à l'importante progression des usages voix et data.

Le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) enregistre une diminution de 5,9% à 11 578 millions de dirhams, pour une marge de 54,8%, en baisse de 3,0 pts par rapport à 2013. Cette évolution reflète la hausse des coûts d'interconnexion vers les autres opérateurs ainsi que celle limitée des coûts opérationnels.

Le résultat opérationnel (EBITA) ressort à 7 734 millions de dirhams, en baisse de 10,0% sur une année, du fait de la baisse de l'EBITDA et la hausse de 9,4% des charges d'amortissement liées aux importants programmes d'investissement réalisés ces dernières années ainsi qu'à un impact exceptionnel lié à la modernisation des réseaux. La marge d'EBITA reste à un niveau élevé de 36,6%.

* La Data Fixe regroupe l'Internet, la TV sur ADSL et les services Data aux entreprises

Mobile

	Unité	2013	2014
Mobile			
Parc	(000)	18 193	18 230
Prépayé	(000)	16 813	16 734
Postpayé	(000)	1 380	1 496
dont Internet 3G	(000)	2 346	4 771
ARPU	(MAD/mois)	69,1	65,6
Data en % de l'ARPU	(%)	14,2%	16,0%
MOU	(Min/mois)	146	176

Le parc Mobile est en hausse de 0,2% sur un an, pour atteindre 18,2 millions de clients. La baisse limitée de 0,5% du parc prépayé, malgré l'interdiction de vente des cartes SIM prépayées pré-activées imposée par le régulateur et la hausse du prix de la pochette Jawal, est plus que compensée par la croissance de 8,4% du parc postpayé qui profite de l'enrichissement permanent des offres.

Au 31 décembre 2014, le chiffre d'affaires de l'activité Mobile au Maroc recule de 3,2% à 15 214 millions de dirhams dans un contexte concurrentiel toujours très intense.

Le chiffre d'affaires des Services Mobiles se contracte de 4,1% par rapport à 2013, en raison principalement de la pression concurrentielle qui pèse fortement sur les prix tant sur le segment prépayé que sur le segment postpayé.

L'ARPU mixte pour l'année 2014 s'élève à 65,6 dirhams, en recul de 5,1% par rapport à 2013, la forte croissance des usages voix (+23%) ne permettant pas de compenser la baisse des prix (-24%).

Les services data poursuivent leur forte progression pour atteindre 16% de l'ARPU du Mobile grâce au succès rencontré par l'Internet Mobile 3G dont le parc a plus que doublé en un an pour atteindre près de 4,8 millions de clients à fin 2014.

Fixe et Internet

	Unité	2013	2014
Fixe			
Lignes Fixe	(000)	1 379	1 483
Accès Haut Débit	(000)	837	984

A fin 2014, le parc Fixe croît de 7,6%, à 1 483 milliers de lignes, et celui de l'ADSL progresse de 17,6% pour atteindre 984 milliers de clients. Cette performance est le fruit du succès des offres double play et l'enrichissement des offres Phony par l'augmentation du nombre d'heures gratuites vers les mobiles.

Au 31 décembre 2014, les activités Fixe et Internet au Maroc poursuivent leur forte croissance (+8,8%), la croissance de la Data faisant plus que compenser la stabilisation du chiffre d'affaires Voix. Le revenu de la Data Fixe progresse de 10,3% à 2 058 millions de dirhams porté par l'engouement pour les offres double play sur le segment résidentiel et pour les solutions de VPN IP pour les entreprises.

2.2.2.3 Activités à l'International

IFRS en millions de MAD	2013	2014
Chiffre d'affaires	7 754	8 630
Mauritanie	1 476	1 646
dont Service Mobile	1 357	1 517
Burkina Faso	2 211	2 354
dont Service Mobile	1 848	1 936
Gabon	1 478	1 788
dont Service Mobile	883	1 220
Mali	2 658	2 929
dont Service Mobile	2 283	2 546
Elimination	-69	-87
Résultat opérationnel avant amortissements	3 904	4 113
Marge (%)	50,4%	47,7%
Résultat opérationnel	2 383	2 532
Marge (%)	30,7%	29,3%

Au cours de l'année 2014, les activités du groupe Maroc Telecom à l'International ont enregistré une hausse de 11,3% (+11,3% à taux de change constant) de leur chiffre d'affaires qui s'établit à 8 630 millions de dirhams grâce à la croissance des parcs Mobile (+17%).

Sur la même période, le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) progresse de 5,3% (+5,4% à taux de change constant) par rapport à 2013, à 4 113 millions de dirhams. La marge d'EBITDA toujours au niveau élevé de 47,7%, est en baisse de 2,7 pts du fait de l'importante croissance des taxes et redevances réglementaires, avec notamment l'instauration depuis le 1er janvier 2014 d'une taxe de 5% sur le chiffre d'affaires au Burkina Faso.

Le résultat opérationnel (EBITA) ressort à 2 532 millions de dirhams, en hausse de 6,3% (+6,3% à taux de change constant) par rapport à 2013. La hausse du résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) faisant plus que compenser la hausse de 3,7% des charges d'amortissement. La marge d'exploitation baisse de 1,4 pt à 29,3%.

Mauritanie

	Unité	2013	2014
Mobile			
Parc	(000)	1 872	1 922
ARPU	(MAD/mois)	56,6	66,5
Lignes Fixe	(000)	42	43
Accès Haut Débit	(000)	7	8

En 2014, les activités en Mauritanie ont généré un chiffre d'affaires de 1 646 millions de dirhams, en hausse de 11,6% (+12,0% à taux de change constant), tirées par le Mobile dont le chiffre d'affaires des services progresse de 11,8% (+12,2% à taux de change constant), sous l'effet de l'augmentation de l'usage sortant (+33%).

Du fait de l'interdiction par le régulateur de la vente de cartes SIM non-identifiées, le parc Mobile connaît une croissance limitée de 2,7% par rapport à 2013 et s'établit à 1,9 million de clients.

Les parcs Fixe et Internet progressent quant à eux de respectivement 2,5% et 9,7% sur 12 mois.

Burkina Faso

	Unité	2013	2014
Mobile			
Parc	(000)	4 643	5 468
ARPU	(MAD/mois)	36,1	29,5
Lignes Fixe	(000)	94	81
Accès Haut Débit	(000)	25	16

En dépit du ralentissement de l'activité économique et de l'impact de la crise politique que traverse le pays, les activités au Burkina Faso ont généré en 2014 un chiffre d'affaires de 2 354 millions de dirhams, en hausse de 6,5% (+6,4% à taux de change constant) par rapport à 2013. Le chiffre d'affaires des services Mobile progresse de 4,8% (+4,7% à taux de change constant) grâce à la croissance du parc Mobile (+18%).

Les parcs Fixe et Internet sont en baisse respectivement de 14,2% et 34%, du fait de la forte concurrence des offres Mobiles 2G et 3G.

Gabon

	Unité	2013	2014
Mobile			
Parc	(000)	1 041	1 183
ARPU	(MAD/mois)	80,7	92,3
Lignes Fixe	(000)	19	18
Accès Haut Débit	(000)	10	11

Le chiffre d'affaires au Gabon s'établit en 2014 à 1 788 millions de dirhams, en hausse de 20,9% (+20,9% à taux de change constant) par rapport à 2013, porté par la forte croissance de l'activité Mobile dont le revenu des services progresse de 38,2% (+38,1% à taux de change constant). Cette performance s'explique par la forte croissance de l'usage sortant (+39%) favorisée par le passage à la tarification à la seconde.

Le parc Internet continue d'afficher une croissance de 8,5% malgré le lancement des offres 4G sur le réseau de Gabon Telecom, tandis que le parc Fixe enregistre une baisse de 3,9% du fait de la rationalisation des dépenses de l'Etat.

Mali

	Unité	2013	2014
Mobile			
Parc	(000)	8 923	10 673
ARPU	(MAD/mois)	25,9	21,3
Lignes Fixe	(000)	110	130
Accès Haut Débit	(000)	50	64

Le chiffre d'affaires généré en 2014 par les activités au Mali a augmenté de 10,2% (+10,1% à taux de change constant), pour s'établir à 2 929 millions de dirhams, tiré par la croissance de l'activité Mobile dont le revenu des services progresse de 11,5% (+11,5% à taux de change constant) grâce à la croissance de 20% du parc Mobile.

Les parcs Fixe et Internet sont en croissance soutenue de respectivement 18% et 26%.

2.3 PASSAGE DES COMPTES SOCIAUX AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes sociaux de Maroc Telecom et de ses filiales, arrêtés en application des référentiels comptables nationaux, sur lesquels un certain nombre de retraitements a été appliqué pour respecter les règles de consolidation et les formats de présentation conformément au référentiel international IFRS.

Les principaux retraitements effectués lors du passage des comptes sociaux aux comptes consolidés IFRS portent sur :

- L'annulation du chiffre d'affaires relatif aux abonnés résiliés entre la date de résiliation et celle de fin de période d'abonnement ;
- Reclassement de la provision du programme de fidélisation à points «Fidelio» en diminution du chiffre d'affaires ;
- La prise en compte des commissions dans le chiffre d'affaires et les charges opérationnelles consolidés. Ces coûts sont initialement portés en diminution du chiffre d'affaires dans les comptes sociaux ;
- L'activation des charges de personnel ayant contribué au déploiement des immobilisations ;
- La comptabilisation des cartes SIM en immobilisations incorporelles ;
- Le retraitement des stocks de terminaux vendus et non activés dans le cadre de la reconnaissance du chiffre d'affaires à l'activation ;
- L'élimination, au bilan, des immobilisations en non valeurs et comptabilisation en compte de résultat de la variation de la période ;
- La constatation en résultat des écarts de conversion passif ;
- La constatation de l'impact de la désactualisation de la provision pour indemnité de départ à la retraite en résultat financier ;
- L'activation des impôts différés sur les différences temporaires issues des comptes sociaux, des retraitements IFRS et des déficits fiscaux reportables ;
- Le reclassement des éléments non courants à caractère d'exploitation en résultat opérationnel et ceux à caractère financier en résultat financier ;
- Le reclassement des immobilisations destinées à la vente en actif courant ;
- Le reclassement de la dette d'impôt sur les sociétés à partir des dettes fiscales ;
- Le reclassement en éléments courants des parts à moins d'un an au niveau des prêts, des dettes financières et des provisions.

Les autres retraitements de consolidation portent sur l'ensemble des opérations de consolidation (élimination des titres consolidés, des opérations intra-groupe et des plus ou moins-value internes...).

3. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE MAROC TELECOM AUX 31 DECEMBRE 2013, 2014 ET 2015

Etat de situation financière consolidé	25
Etat de résultat global consolidé	26
Tableau des flux de trésorerie consolidés	27
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	28
Notes annexes aux comptes consolidés	29

3. COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE MAROC TELECOM AUX 31 DECEMBRE 2013, 2014 ET 2015

Conformément au règlement européen n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Maroc Telecom sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS telles qu'approuvées par l'Union européenne.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

ACTIF (en millions MAD)	Note	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Goodwill	3	6 913	6 796	8 319
Autres immobilisations incorporelles	4	3 147	2 958	7 123
Immobilisations corporelles	5	25 548	25 135	29 339
Titres mis en équivalence	6	0	0	0
Actifs financiers non courants	7	204	293	329
Impôts différés actifs	8	107	104	429
Actifs non courants		35 919	35 286	45 540
Stocks	9	433	400	375
Créances d'exploitation et autres	10	9 621	8 713	11 192
Actifs financiers à court terme	11	55	112	126
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 084	1 259	3 082
Actifs disponibles à la vente		55	55	113
Actifs courants		11 248	10 539	14 889
Total actif		47 167	45 824	60 428

PASSIF (en millions MAD)	Note	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Capital		5 275	5 275	5 275
Réserves consolidées		4 515	4 760	4 474
Résultats consolidés de l'exercice		5 540	5 850	5 595
Capitaux propres - part du Groupe	13	15 331	15 884	15 344
Intérêts minoritaires		4 602	4 278	4 360
Capitaux propres		19 933	20 163	19 704
Provisions non courantes	14	376	366	535
Emprunts et autres passifs financiers à long terme	15	319	325	6 039
Impôts différés passifs	8	199	203	282
Autres passifs non courants		100	0	0
Passifs non courants		994	893	6 855
Dettes d'exploitation	16	17 539	17 429	22 706
Passifs d'impôts exigibles		575	461	714
Provisions courantes	14	463	572	834
Emprunts et autres passifs financiers à court terme	15	7 664	6 307	9 615
Passifs courants		26 241	24 768	33 869
Total passif		47 167	45 824	60 428

ETAT DE RESULTAT GLOBAL

(En millions MAD)	Note	2013	2014	2015
Chiffre d'affaires	17	28 559	29 144	34 134
Achats consommés	18	-4 296	-4 654	-6 046
Charges de personnel	19	-2 723	-2 818	-3 245
Impôts, taxes et redevances	20	-1 428	-1 782	-2 377
Autres produits et charges opérationnels	21	-3 693	-3 865	-5 323
Dotations nettes aux amortissements, dépréciations et aux provisions	22	-5 440	-5 759	-6 804
Résultat opérationnel		10 978	10 266	10 340
Autres produits et charges des activités ordinaires		-42	-37	-46
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	23	0	0	0
Résultat des activités ordinaires		10 937	10 229	10 294
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		16	6	14
Coût de l'endettement financier brut		-341	-323	-454
Coût de l'endettement financier net		-326	-317	-439
Autres produits et charges financiers		-49	-29	-126
Résultat financier	24	-374	-345	-565
Charges d'impôt	25	-4 203	-3 246	-3 152
Résultat net		6 359	6 638	6 577
Ecart de change résultant des activités à l'étranger		75	-106	-78
Autres produits et charges du résultat global		-17	12	1
Résultat net global		6 418	6 544	6 499
Résultat net		6 359	6 638	6 577
Part du groupe		5 540	5 850	5 595
Intérêts minoritaires	26	819	788	982
Résultat net global		6 418	6 544	6 499
Part du groupe		5 573	5 775	5 547
Intérêts minoritaires	26	845	769	953

RÉSULTATS PAR ACTION		2013	2014	2015
Résultat net - Part du Groupe (en millions MAD)		5 540	5 850	5 595
Nombre d'actions au 31 décembre		879 095 340	879 095 340	879 095 340
Résultat net par action	27	6,3	6,7	6,4
Résultat net dilué par action	27	6,3	6,7	6,4

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(En millions MAD)	Note	2013	2014	2015
Résultat opérationnel		10 978	10 266	10 340
Amortissements et autres retraitements		5 184	5 759	6 804
Marge brute d'autofinancement		16 163	16 026	17 143
Autres éléments de la variation nette du besoin du fonds de roulement		327	238	444
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant		16 490	16 264	17 587
Impôts payés		-3 988	-3 303	-3 018
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation (a)	12	12 502	12 960	14 569
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-4 849	-4 727	-8 352
Acquisitions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie acquise		0	0	-51
Acquisitions de titres mis en équivalence		0	0	0
Augmentation des actifs financiers		-16	-108	-467
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		3	3	2
Diminution des actifs financiers		72	5	30
Dividendes reçus de participations non consolidées		1	3	9
Flux nets de trésorerie affectés aux activités d'investissement (b)		-4 790	-4 825	-8 828
Augmentation de capital				
Dividendes versés aux actionnaires	13	-6 502	-5 274	-6 065
Dividendes versés par les filiales à leurs actionnaires minoritaires		-595	-1 062	-996
Opérations sur les capitaux propres		-7 097	-6 336	-7 061
Mise en place d'emprunts et augmentation des autres passifs financiers à long terme		85	153	2 800
Remboursement d'emprunts et diminution des autres passifs financiers à long terme		0	0	0
Mise en place d'emprunts et augmentation des autres passifs financiers à court terme		2 219	865	2 813
Remboursement d'emprunts et diminution des autres passifs financiers à court terme		-1 616	-2 331	-2 012
Variations des comptes courants débiteurs/créditeurs financiers		-841	0	0
Intérêts nets payés		-327	-316	-446
Autres éléments cash liés aux activités de financement		-18	-21	-103
Opérations sur les emprunts et autres passifs financiers		-496	-1 651	3 053
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement (d)	12	-7 593	-7 987	-4 008
Effet de change & Autres éléments non cash (g)		2	26	91
Total des flux de trésorerie (a)+(b)+(d)+(g)	12	121	175	1 823
Trésorerie et équivalent de trésorerie début de période		964	1 084	1 259
Trésorerie et équivalent de trésorerie fin de période	12	1 084	1 259	3 082

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(En millions MAD)</i>	Note	Capital	Réserves et résultats consolidés	Autres éléments du résultat global	Total part groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation au 01.01.2013		5 275	11 156	-181	16 251	4 356	20 607
Résultat net global			5 540	33	5 573	845	6 418
<i>Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables en résultat</i>				41	41	34	75
Ecart de conversion				41	41	34	75
<i>Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables en résultat</i>				-9	-9	-8	-17
Ecart actuariels				-9	-9	-8	-17
Distribution des dividendes			-6 502		-6 502	-598	-7 099
Opérations sur actions propres					0		0
Autres mouvements			9		9	0	9
Situation au 31 décembre 2013		5 275	10 205	-149	15 331	4 602	19 933
Résultat net global			5 850	-75	5 775	769	6 544
<i>Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables en résultat</i>				-83	-83	-23	-106
Ecart de conversion				-83	-83	-23	-106
<i>Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables en résultat</i>				8	8	4	12
Ecart actuariels				4	4	4	8
Ecart de réévaluation des instruments de capitaux propres				4	4		4
Augmentation de capital					0		0
Réduction de capital					0		0
Rémunérations payées en actions					0		0
Variation des parts d'intérêt sans prise/perte de contrôle					0		0
Variation des parts d'intérêt avec prise/perte de contrôle					0		0
Distribution des dividendes			-5 274		-5 274	-966	-6 240
Opérations sur actions propres			52		52	-126	-74
Autres mouvements					0		0
Situation au 31 décembre 2014		5 275	10 833	-223	15 884	4 278	20 163
Résultat net global			5 595	-48	5 547	953	6 500
<i>Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et recyclables en résultat</i>			0	-49	-49	-29	-78
Ecart de conversion				-49	-49	-29	-78
<i>Variations des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non recyclables en résultat</i>				1	1	0	1
Ecart actuariels				0	0	0	0
Ecart de réévaluation des instruments de capitaux propres				1	1		1
Augmentation de capital					0		0
Réduction de capital					0		0
Rémunérations payées en actions					0		0
Variation des parts d'intérêt sans prise/perte de contrôle					0		0
Variation des parts d'intérêt avec prise/perte de contrôle					0	215	215
Distribution des dividendes			-6 065		-6 065	-1 089	-7 154
Opérations sur actions propres					0		0
Autres mouvements			-22		-22	3	-19
Situation au 31 décembre 2015		5 275	10 341	-271	15 344	4 360	19 704

Au 31 décembre 2015, le capital social de Maroc Telecom est composé de 879 095 340 actions ordinaires réparties comme suit :

- Etisalat : 53% via un holding détenu à 91,3% par Etisalat et à 8,7% par le Fonds de Développement d'Abu Dhabi ;
- Royaume du Maroc : 30% ;
- Autres : 17%.

Les réserves sont essentiellement constituées du cumul des résultats des exercices antérieurs non distribués, dont 3 424 millions de dirhams de réserves non distribuables au 31 décembre 2015, et du résultat net part du groupe de l'exercice en cours.

NOTE 1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les sociétés du Groupe sont consolidées sur la base des comptes annuels au 31 décembre 2015, à l'exception de CMC dont les comptes sont clôturés le 31 mars 2015.

Les états financiers et les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire le 22 janvier 2016.

Nouvelles acquisitions :

Maroc Telecom a finalisé l'acquisition des filiales d'Etisalat présentes au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Niger, en République Centre-africaine et au Togo. Cette acquisition concerne également Prestige Telecom qui fournit des prestations IT pour le compte des filiales d'Etisalat dans ces pays. La part de Maroc Telecom dans le capital des nouvelles filiales acquises se résume comme suit :

- Atlantique Telecom Côte d'Ivoire : 85% ;
- Etisalat Benin : 100% ;
- Atlantique Telecom Togo : 95% ;
- Atlantique Telecom Niger : 100% ;
- Atlantique Telecom Centrafrique : 100% ;
- Atlantique Telecom Gabon : 90% ;
- Prestige Telecom Côte d'Ivoire : 100%.

Les filiales Moov ont été consolidées par intégration globale à partir du 31 Janvier 2015.

(En millions MAD)	31/01/2015
Situation nette globale en juste valeur au 31/01/2015	815
Prix d'acquisition global	2 395
Goodwill (part du groupe)	1 481
Goodwill (minoritaires)	99
Goodwill complet	1 580

Le Goodwill définitif sera publié dans les comptes consolidés du premier semestre de l'année 2016.

1. CONTEXTE DE L'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE 2015 ET DES COMPTES DES EXERCICES 2014 ET 2013

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'adoption des normes internationales, les états financiers consolidés du groupe Maroc Telecom au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été établis selon les normes comptables internationales IFRS (International Financial Reporting Standards) édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) applicables telles qu'adoptées dans l'Union Européenne (UE). Pour les besoins de comparaison, les états financiers 2015 reprennent les éléments 2014 et 2013.

2. CONFORMITE AUX NORMES COMPTABLES

Les états financiers consolidés du groupe Maroc Telecom SA ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et aux interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) adoptées dans l'UE (Union européenne) et obligatoires au 31 décembre 2015 et qui ne présentent, dans les états financiers présentés, aucune différence avec les normes comptables publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

2.1 Normes et interprétations appliquées par Maroc Telecom pour l'exercice 2015

L'ensemble des nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés par l'IASB et d'application obligatoire dans l'Union Européenne dès le 1er janvier 2015, a été appliqué.

2.2 Incidence de l'application des normes et interprétations adoptées en 2015

Le texte des améliorations annuelles cycle 2011-2013 a impacté les normes IFRS 1, IFRS 3, IFRS 13 et IAS 40 sans avoir d'incidence matérielle sur les états financiers annuels du groupe Maroc Telecom.

3. PRESENTATION ET PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et de passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS.

Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-dessous. Les états financiers consolidés sont présentés en Dirham et toutes les valeurs sont arrondies au million le plus proche sauf indication contraire. Ils intègrent les comptes du groupe Maroc Telecom et de ses filiales après élimination des transactions intra-groupe.

3.1 Etat du résultat global

Le groupe Maroc Telecom a choisi de présenter son état de résultat global dans un format qui ventile les charges et les produits par nature.

3.1.1 Résultat opérationnel et résultat des activités ordinaires

Le résultat opérationnel, dénommé résultat d'exploitation dans les documents précédemment émis par le groupe Maroc Telecom, comprend le chiffre d'affaires, les achats consommés, les charges de personnel, les impôts et taxes, les autres produits et charges opérationnels ainsi que les dotations aux amortissements et les dépréciations et dotations nettes aux provisions.

Le résultat des activités ordinaires intègre le résultat opérationnel, les autres produits des activités ordinaires, les autres charges des activités ordinaires (comprenant les dépréciations d'écarts d'acquisition et autres actifs incorporels), ainsi que la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence.

3.1.2 Coût du financement et autres charges et produits financiers

Le coût du financement net comprend :

- Le coût de financement brut qui inclut les charges d'intérêts sur les emprunts calculés au taux d'intérêt effectif ;
- Les produits financiers perçus sur les placements de trésorerie.

Les autres charges et produits financiers intègrent essentiellement les résultats de change (autres que ceux relatifs aux opérations d'exploitation classés dans le résultat opérationnel), les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les résultats issus des activités ou sociétés consolidées non classés en résultat des activités cédées ou en cours de cession.

3.2 Etat de la situation financière

Les actifs et passifs dont la maturité est inférieure au cycle d'exploitation, généralement inférieur à 12 mois, sont classés en actifs ou passifs courants. Si leur échéance excède cette durée, ils sont classés en actifs ou passifs non courants sauf pour les créances d'exploitation.

3.3 Tableau des flux de trésorerie consolidés

Le groupe Maroc Telecom a choisi de présenter son tableau des flux de trésorerie consolidé selon la méthode indirecte. Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité correspond aux variations des postes de bilan des créances d'exploitation, des stocks, ainsi que des dettes d'exploitation.

3.4 Recours à des estimations et jugements

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS requiert que le groupe Maroc Telecom procède à certaines estimations et retienne certaines hypothèses, qu'il juge raisonnables et réalistes. Même si ces estimations et hypothèses sont régulièrement revues, en particulier sur la base des réalisations passées et des anticipations, certains faits et circonstances peuvent conduire à des changements ou des variations de ces estimations et hypothèses, ce qui pourrait affecter la valeur comptable des actifs, passifs, capitaux propres et résultats du groupe.

Les principales estimations et hypothèses utilisées concernent l'évaluation des postes suivants :

- Provisions : estimation du risque, effectuée au cas par cas, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque (cf. note 14) ;
- Dépréciation des créances clients et des stocks : estimation du risque de non recouvrement pour les créances clients et risque d'utilité pour les stocks ;
- Avantages du personnel : hypothèses mises à jour annuellement, telles que la probabilité du maintien du personnel jusqu'au départ en retraite, l'évolution prévisible de la rémunération future, le taux d'actualisation et le taux d'inflation (cf. note 14) ;
- Reconnaissance du chiffre d'affaires : estimation des avantages consentis dans le cadre de programmes de fidélisation des clients venant en déduction de certains revenus, et des produits constatés d'avance relatifs aux distributeurs (cf. note 17) ;
- Goodwill (allocation) : méthodes de valorisation retenues dans le cadre de l'identification des actifs incorporels lors des regroupements d'entreprises (cf. note 3) ;
- Goodwill et immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie : dans le cadre du test de dépréciation des Goodwill afférents aux UGT, les hypothèses retenues pour déterminer les flux de trésorerie et les taux d'actualisation sont mis à jour annuellement ;
- Impôts différés : estimations mises à jour annuellement pour la reconnaissance des impôts différés actifs telles que les résultats fiscaux futurs du groupe ou les variations probables des différences temporelles actives et passives (cf. note 8).

3.5 Méthodes de consolidation

Le nom générique Maroc Telecom est utilisé pour désigner l'ensemble du groupe constitué par la société mère ITISSALAT AL MAGHRIB SA et toutes ses filiales.

La liste des principales filiales du groupe est présentée à la note 2 « Périmètre de consolidation aux 31 décembre 2015, 2014 et 2013 ».

Le périmètre de consolidation de Maroc Telecom est composé des sociétés contrôlées exclusivement ainsi la seule méthode de consolidation appliquée par le groupe est la méthode d'intégration globale.

Cette méthode de consolidation exposée ci-dessous a été appliquée d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés. Cette méthode a été appliquée d'une manière uniforme par les entités du groupe.

Intégration globale

Toutes les sociétés dans lesquelles Maroc Telecom exerce le contrôle, c'est-à-dire dans lesquelles il a le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées par intégration globale.

Le nouveau modèle de contrôle, introduit par la norme IFRS 10 en remplacement de la norme IAS 27 révisée -Etats financiers consolidés et individuels et de l'interprétation SIC 12 - Entités ad hoc, est fondé sur les trois critères suivants à remplir simultanément afin de conclure à l'exercice du contrôle par la société mère :

- la société mère détient le pouvoir sur la filiale lorsqu'elle a des droits effectifs qui lui confèrent la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes, à savoir les activités ayant une incidence importante sur les rendements de la filiale. Le pouvoir peut être issu de droits de vote existants et / ou potentiels et / ou d'accords contractuels. Les droits de vote doivent être substantiels, i.e. leur exercice doit pouvoir être mis en œuvre à tout moment, sans limitation et plus particulièrement lors des prises de décision portant sur les activités significatives. L'appréciation de la détention du pouvoir dépend de la nature des activités pertinentes de la filiale, du processus de décision en son sein et de la répartition des droits des autres actionnaires de la filiale;
- la société mère est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale qui peuvent varier selon la performance de celle-ci. La notion de rendement est définie largement, et inclut les dividendes et autres formes d'avantages économiques distribués, la valorisation de l'investissement, les économies de coûts, les synergies, etc.;
- la société mère a la capacité d'exercer son pouvoir afin d'influer sur les rendements. Un pouvoir qui ne conduirait pas à cette influence ne pourrait pas être qualifié de contrôle.

Les états financiers consolidés d'un groupe sont présentés comme ceux d'une entité économique unique ayant deux catégories de propriétaires : les propriétaires de la société mère d'une part (actionnaires de Maroc Telecom SA), et les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle d'autre part (actionnaires minoritaires des filiales). Une participation ne donnant pas le contrôle est définie comme la part d'intérêt dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à une société mère (ci-après « intérêts minoritaires »). En conséquence, les variations de parts d'intérêt d'une société mère dans une filiale qui n'aboutissent pas à une perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres car le contrôle ne change pas au sein de l'entité économique.

Transactions éliminées dans les états financiers consolidés

Les soldes bilanciels, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

3.6 Goodwill et regroupement d'entreprises

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2009

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle,
- les intérêts minoritaires sont évalués soit à leur juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise,
Et
- le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit «complet». Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat. Ultérieurement, l'écart d'acquisition est évalué à son montant d'origine, diminué le cas échéant du cumul des pertes de valeur enregistrées.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté, dans la mesure du possible, à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises,
- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat,
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période,
- en cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, Maroc Telecom comptabilise la différence entre le prix d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires en variation des capitaux propres attribuables aux actionnaires de Maroc Telecom.
- les écarts d'acquisition ne sont pas amortis.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2009

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 1, le groupe Maroc Telecom a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. IFRS 3, dans sa version publiée par l'IASB en mars 2004, retenait déjà la méthode de l'acquisition. Ses dispositions différaient cependant de celles de la norme révisée sur les principaux points suivants :

- les intérêts minoritaires étaient évalués sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise, et l'option d'évaluation à la juste valeur n'existait pas,
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition étaient comptabilisés dans le coût d'acquisition uniquement si leur occurrence était probable et que les montants pouvaient être évalués de façon fiable,
- les coûts directement liés à l'acquisition étaient comptabilisés dans le coût du regroupement,
- en cas d'acquisition d'une participation complémentaire dans une filiale consolidée, le Groupe Maroc Telecom comptabilisait la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis en écart d'acquisition.

3.7 Méthodes de conversion des transactions en devises

Les opérations en monnaies étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de transaction. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie de fonctionnement aux taux en vigueur à la date de clôture. Tous les écarts sont enregistrés en résultat de la période.

3.8 Méthodes de conversion des comptes des états financiers des activités à l'étranger

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger y compris le Goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation sont convertis en Dirham en utilisant le cours de change à la date de clôture.

Les produits et les charges sont convertis en Dirham en utilisant des cours de change moyens de la période.

Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en écart de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

3.9 Actifs

3.9.1 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût et les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur à la date d'acquisition. Postérieurement à la comptabilisation initiale, le modèle du coût historique est appliqué aux immobilisations incorporelles qui sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. Un amortissement est constaté pour les actifs dont la durée d'utilité est finie. Les durées d'utilité sont revues à chaque clôture.

Les durées d'utilité estimées sont comprises entre 2 et 5 ans.

Par ailleurs, la norme IAS 38 ne permet pas de reconnaître les marques, bases d'abonnés et parts de marchés générées en interne en tant qu'immobilisations incorporelles.

Les licences d'exploitation des réseaux de télécommunications sont comptabilisées à leur coût historique et sont amorties en mode linéaire à compter de la date effective de démarrage du service jusqu'à échéance de la licence.

Le Groupe Maroc Telecom a choisi de ne pas utiliser l'option offerte par la norme IFRS 1 consistant à choisir d'évaluer au 1^{er} janvier 2004 certaines immobilisations incorporelles à leur juste valeur à cette date.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

3.9.2 Frais de recherche et développement

Les coûts de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus. Les dépenses de développement sont activées lorsque la faisabilité du projet peut être raisonnablement considérée comme assurée.

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés : l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme, qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

3.9.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût historique inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer de l'immobilisation dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation. En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié sont considérés comme un élément du coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle ils sont encourus. Lorsqu'une immobilisation corporelle comprend des composants significatifs ayant des durées de vie différentes, ils sont comptabilisés et amortis de façon séparée.

Le patrimoine foncier composé des postes « terrains » et « constructions » a pour origine, en partie, l'apport en nature consenti en 1998 par l'Etat dans le cadre de la scission de l'ONPT à Maroc Telecom lors de sa constitution.

A l'occasion de ce transfert d'actifs, les titres fonciers n'ont pas pu faire l'objet d'une immatriculation auprès de la conservation foncière.

Le taux d'avancement des régularisations est de 93% à fin décembre 2014 et l'éventualité des risques financiers (contestation de la propriété) subsiste mais demeure aujourd'hui faible dans un contexte où l'Etat marocain a garanti à Maroc Telecom la jouissance du patrimoine foncier transféré à cette date et compte tenu de l'absence d'incidents constatés sur les régularisations opérées à ce jour.

Les immobilisations transférées par l'Etat lors de la création de Maroc Telecom le 26 février 1998 en tant qu'exploitant public, ont été inscrites pour une valeur nette figurant dans le bilan d'ouverture approuvé par :

- la loi 24-96 relative à La Poste et aux technologies de l'information et,
- l'arrêté, conjoint du Ministre des Télécommunications et du Ministre des Finances, du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat, n° 341-98 portant approbation de l'inventaire des biens transférés au groupe Maroc Telecom.

L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilité de l'actif. Les principales durées d'utilisation sont revues à chaque clôture et sont les suivantes :

- | | |
|------------------------------|---|
| - Constructions et bâtiments | 20 ans |
| - Génie civil | 15 ans |
| - Equipements de réseau : | |
| - Transmission (Mobile) | 10 ans |
| - Commutation | 8 ans |
| - Transmission (Fixe) | 10 ans |
| - Agencements et mobiliers | 10 ans pour les divers aménagements |
| - | 20 ans pour l'aménagement des constructions |
| - Matériels informatiques | 5 ans |
| - Matériels de bureau | 10 ans |
| - Matériels de transport | 5 ans |

Les immobilisations non mises en service sont maintenues dans le poste immobilisations en cours. Les actifs financés par des contrats de location financière sont capitalisés pour la valeur des paiements minimaux actualisés, ou la juste valeur si elle est inférieure, et la dette correspondante est inscrite en « emprunts et autres passifs financiers ». Ces actifs sont amortis de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les dotations aux amortissements des actifs acquis dans le cadre de ces contrats sont comprises dans les dotations aux amortissements.

Le groupe Maroc Telecom a choisi de ne pas utiliser l'option offerte par la norme IFRS 1 consistant à choisir d'évaluer au 1^{er} janvier 2004 certaines immobilisations corporelles à leur juste valeur à cette date.

Le groupe comptabilise, dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle, le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au groupe et son coût peut être évalué de façon fiable.

Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

3.9.4 Dépréciation des actifs immobilisés

Le goodwill et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'ils ont pu perdre de leur valeur. Les valeurs comptables des autres actifs immobilisés font également l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur recouvrable est déterminée pour un actif individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou Groupes d'actifs. Dans ce cas, comme pour les écarts d'acquisition, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie. Maroc Telecom a retenu comme unités génératrices de trésorerie ses pôles Fixe et Mobile.

3.9.5 Actifs financiers

Les actifs financiers, dont l'échéance est supérieure à 3 mois sont classés suivant l'une des quatre catégories suivantes :

- les actifs à la juste valeur par le résultat ;
- les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- les prêts et créances ;
- les actifs disponibles à la vente.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers négociés afin d'être revendus à très court terme, détenus à des fins de transaction.

Les profits et pertes provenant de la variation de juste valeur sur des actifs financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés en résultat dans la période où ils surviennent.

Les principaux actifs financiers à la juste valeur par le résultat comprennent principalement des dépôts à terme.

Actifs financiers détenus jusqu'à échéance

Les actifs financiers détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers non dérivés, autres que les prêts et créances, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont initialement évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces actifs sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs font l'objet d'un test de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée en résultat si la valeur comptable est supérieure à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente regroupent les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou ne sont pas affectés aux autres catégories d'actifs financiers.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur. Les profits et pertes sur actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en capitaux propres jusqu'à ce que l'investissement soit vendu, encaissé ou sorti d'une autre manière ou jusqu'à ce qu'il soit démontré que l'investissement a perdu tout ou partie de sa valeur durablement, date à laquelle le profit ou la perte cumulé, enregistré jusqu'alors dans les capitaux propres, est transféré dans le compte de résultat.

Pour les actifs financiers qui sont négociés activement sur les marchés financiers organisés, la juste valeur est déterminée par référence aux prix de marché publiés à la date de clôture.

Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à leur coût d'achat. En cas d'indication objective de dépréciation durable, une perte de valeur irréversible est constatée en résultat.

Lorsqu'un actif financier disponible à la vente porte des intérêts, le montant de ces intérêts, calculé en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, est comptabilisé en résultat.

Les principaux actifs financiers disponibles à la vente correspondent aux titres de participation non consolidés relatifs à des titres de sociétés non cotées.

3.9.6 Stocks

Les stocks sont composés de :

- marchandises qui correspondent aux stocks destinés à la vente aux clients lors de l'ouverture de leur ligne et se composent des terminaux Fixe et Mobile et de leurs accessoires. Ces stocks sont valorisés selon la méthode du CUMP ;
- les terminaux livrés aux distributeurs et non activés à la date de la clôture sont comptabilisés en stocks ;
- les terminaux non activés dans un délai de neuf mois à compter de la date de livraison sont constatés en chiffre d'affaires ;
- matières et fournitures correspondant à des éléments non dédiés au réseau. Ces stocks sont valorisés à leur coût moyen d'acquisition ;
- les stocks sont évalués au plus bas de leur coût ou de leur valeur nette de réalisation. Une dépréciation est constatée en fonction des perspectives d'écoulement (que ce soit pour le GSM ou les actifs techniques).

3.9.7 Créances d'exploitation et autres

Elles comprennent les créances clients et autres débiteurs et sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Les créances clients correspondent aux créances privées et aux créances publiques :

- Créances privées : il s'agit de créances détenues sur les particuliers, distributeurs, entreprises et opérateurs internationaux ;
- Créances publiques : il s'agit de créances détenues sur les collectivités locales et l'Etat ;
- Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

3.9.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend les fonds de caisse, les dépôts à vue, les disponibilités en comptes courants ainsi que les placements à court terme très liquides, assortis d'une échéance à l'origine inférieure ou égale à trois mois.

3.10 Actifs détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif non courant, ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Les actifs et passifs concernés sont reclassés en actifs détenus en vue de la vente et passifs liés à des actifs détenus en vue de la vente, sans possibilité de compensation. Les actifs ainsi reclassés sont comptabilisés à la valeur la plus faible entre la juste valeur nette des frais de cession et leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur et ne sont plus amorties.

Une activité est considérée comme cédée ou en cours de cession quand les critères de classification comme actif détenu en vue de la vente ont été satisfaits ou lorsque Maroc Telecom a cédé l'activité. Les activités cédées ou en cours de cession sont présentées sur une seule ligne du compte de résultat des périodes publiées comprenant le résultat net après impôt des activités cédées ou en cours de cession jusqu'à la date de cession, et le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités cédées ou en cours de cession. De même, les flux de trésorerie générés par les activités cédées ou en cours de cession sont ventilés au sein des lignes présentant les flux de trésorerie générés par l'activité, les investissements et le financement.

Passifs financiers

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les dettes d'exploitation et les comptes bancaires créditeurs.

Emprunts

Les emprunts sont initialement enregistrés au coût, qui correspond à la juste valeur du montant reçu net des coûts liés à l'emprunt.

La ventilation des emprunts entre le passif courant / non courant est basée sur les échéanciers contractuels.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe a recours à une couverture de change sous forme d'achats et ventes à terme de devises.

3.11 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'à la fin de la période concernée, le groupe a une obligation légale, réglementaire, contractuelle résultant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sans contrepartie attendue soit nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de façon fiable. Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux futurs de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent. Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le groupe a approuvé un plan formalisé et détaillé de restructuration et a soit commencé à l'exécuter, soit l'a rendu publique. Les coûts d'exploitation futurs ne sont pas provisionnés.

Les engagements de retraite des dirigeants de Maroc Telecom font l'objet d'une provision d'indemnité de départs à la retraite. Chez les filiales, cette provision est estimée selon la méthode actuarielle.

3.12 Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode bilancielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables :

- sauf dans le cadre de la comptabilisation initiale d'un goodwill pour lequel il existe une différence temporelle ; et
- pour des différences temporelles taxables liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, sauf si la date à laquelle la différence temporelle s'inversera peut être contrôlée et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible ou lorsqu'il existe un passif d'impôt exigible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés :

- sauf quand l'actif d'impôt différé lié à la différence temporelle déductible est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ;
- pour les différences temporelles déductibles liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible et qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer la différence temporelle.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

3.13 Dettes d'exploitation

Les dettes d'exploitation comprennent les dettes fournisseurs et autres crédateurs. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

3.14 Rémunérations payées en actions

Conformément à la norme IFRS 2, les rémunérations fondées sur des instruments de capitaux propres sont comptabilisées comme des charges de personnel à hauteur de la valeur des instruments attribués. Un modèle binomial est utilisé pour estimer la valeur des instruments attribués. Toutefois, selon que les instruments soient dénoués par émission d'actions Maroc Telecom ou par remise de numéraire, le mode d'évaluation de la charge est différent :

- si le dénouement de l'instrument est réalisé par émission d'actions Maroc Telecom, alors la valeur des instruments attribués est estimée et figée à la date de l'attribution, puis étalée sur la durée d'acquisition des droits, en fonction des caractéristiques des instruments. En outre, la charge est comptabilisée par contrepartie des capitaux propres.
- si le dénouement de l'instrument est réalisé par remise de numéraire, alors la valeur des instruments attribués est estimée et figée à la date de l'attribution dans un premier temps, puis ré-estimée à chaque clôture et la charge ajustée en conséquence au prorata des droits acquis à la clôture considérée. La charge est étalée sur la durée d'acquisition en fonction des caractéristiques des instruments. En outre, la charge est comptabilisée par contrepartie des provisions non courantes.

En application des dispositions transitoires de la norme IFRS 1 au titre de la norme IFRS 2, Le Groupe Maroc Telecom a opté pour l'application rétrospective de la norme IFRS 2 à compter du bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004.

3.15 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lors du transfert des risques et avantages économiques inhérents à la propriété des biens et dès que ces produits peuvent être évalués de manière fiable.

Ils comprennent les ventes de services de télécommunications des activités Mobile, Fixe et Internet, ainsi que les ventes de produits, principalement les ventes de terminaux (Mobile, Fixe et équipement multimédia). La quasi-totalité du chiffre d'affaires du Groupe Maroc Telecom est composée de prestations de services.

Les produits des abonnements téléphoniques sont comptabilisés de manière linéaire sur la durée de la prestation correspondante. Les produits relatifs aux communications (entrantes et sortantes) sont reconnus lorsque la prestation est rendue. S'agissant des services prépayés, le chiffre d'affaires est pris en compte au fur et à mesure des consommations.

Le chiffre d'affaires des activités Fixe, Internet et Mobile est constitué des :

- Produits des communications nationales et internationales sortantes et entrantes générées par le postpayé qui sont constatés dès lors qu'ils sont réalisés ;
- Produits des abonnements ;
- Produits générés par les services prépayés, dont le chiffre d'affaires est pris en compte au fur et à mesure des consommations ;
- Produits générés par la transmission de données fournie au marché professionnel et aux fournisseurs d'accès à Internet ainsi qu'aux autres opérateurs Télécoms ;
- Produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés et électroniques qui sont pris en compte dans le résultat lors de leur parution.

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de terminaux, net des remises accordées aux clients et des frais de mise en service, est constaté lors de l'activation de la ligne. Ainsi, les coûts d'acquisition et de rétention des clients pour la téléphonie fixe et mobile se composant principalement de remises consenties sur ventes de terminaux aux clients via les distributeurs, sont constatés en réduction du chiffre d'affaires.

Les ventes de services aux abonnés gérées par Maroc Telecom pour le compte des fournisseurs de contenu (principalement les numéros spéciaux), sont présentées systématiquement nettes des charges afférentes.

Lorsque la vente est réalisée par un distributeur tiers qui s'approvisionne auprès du groupe et bénéficie d'une remise par rapport au prix de vente public, à ce titre, le chiffre d'affaires est comptabilisé en brut et les commissions accordées sont constatées dans les charges opérationnelles.

Les avantages accordés par Maroc Telecom et ses filiales à leurs clients dans le cadre de programmes de fidélisation sous forme de gratuités ou de réductions, sont comptabilisés conformément à l'interprétation IFRIC 13- IAS 18.

L'interprétation IFRIC-13 repose sur le principe d'évaluation des primes de fidélisation à leur juste valeur, définie comme le surcroît de valeur par rapport à la prime qui serait accordée à tout nouveau client, et consiste, le cas échéant, à différer la comptabilisation du chiffre d'affaires lié à l'abonnement à hauteur de cette différence.

3.16 Achats consommés

Les achats consommés comprennent principalement les achats de terminaux Mobile et Fixe et les coûts d'interconnexion.

3.17 Autres produits et charges opérationnels

Ce poste comprend principalement les commissions distributeurs, les charges de maintenance et d'entretien, les frais de publicité et de communication ainsi que les charges liées au plan de départs volontaires.

3.18 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les intérêts perçus sur les placements.

Les produits de placement sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis.

3.19 Charges d'impôts

La charge d'impôt comprend la charge d'impôt exigible et la charge (ou le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres.

4. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS ET ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Sur une base annuelle, Maroc Telecom et ses filiales établissent un recensement détaillé de l'ensemble des obligations contractuelles, engagements financiers et commerciaux, obligations conditionnelles auxquels ils sont partie ou exposés. De manière régulière, ce recensement est actualisé par les services compétents et revu par la direction du groupe.

L'évaluation des engagements hors bilan sur fournisseurs d'immobilisations est effectuée de la manière suivante :

- Pour les contrats cadres et leurs avenants supérieurs à 25 millions de dirhams, il s'agit de l'écart entre les engagements minimaux et les réalisations ;
- Pour les autres, il s'agit de l'écart entre les commandes fermes et les réalisations.

Par ailleurs, les engagements relatifs aux contrats de location des biens immobiliers sont estimés sur la base d'un mois de charge compte tenu de l'existence quasi systématique d'une clause de résiliation d'un mois de préavis.

5. INFORMATION SECTORIELLE

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée soit dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier (secteur géographique) soit dans la fourniture de produits ou services liés (secteur d'activité), et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

Afin de s'aligner sur les indicateurs du reporting interne, tel qu'édictée par la norme IFRS 8, Maroc Telecom a choisi de présenter ses principaux indicateurs financiers et opérationnels par zone géographique, à travers la création, en parallèle du Maroc, d'un nouveau segment International regroupant ses 11 filiales actuelles en Mauritanie, Burkina Faso, Gabon, Mali, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Niger et République Centrafrique.

6. TRESORERIE NETTE

Elle correspond à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie moins les emprunts, les équivalents de trésorerie et le cash bloqué pour emprunts dont l'échéance est supérieure à 3 mois.

7. RESULTAT PAR ACTION

Le résultat par action présenté au compte de résultat est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du groupe) et le nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en faisant le rapport entre :

- le résultat net de l'exercice (part du groupe) et ;
- la somme du nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice et le nombre moyen d'actions ordinaires qui auraient été émises suite à la conversion de l'ensemble des actions potentielles dilutives en actions ordinaires.

Au 31 décembre 2015, il n'existe aucune action potentielle dilutive.

NOTE 2. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Nom de la Société	Forme juridique	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation
Maroc Telecom Avenue Annakhil Hay Riad Rabat-Maroc	SA	100%	100%	IG
Compagnie Mauritanienne de Communication (CMC) 31-déc-15 31-déc-14 31-déc-13 Avenue Roi Fayçal Nouakchott-Mauritanie	SA	80%	80%	IG
Mauritel SA 31-déc-15 31-déc-14 31-déc-13 Avenue Roi Fayçal Nouakchott-Mauritanie	SA	41%	52%	IG
Onatel 31-déc-15 31-déc-14 31-déc-13 705, AV. de la nation 01 BP10000 Ouagadougou – Burkina Faso	SA	51%	51%	IG
Gabon Telecom 31-déc-15 31-déc-14 31-déc-13 Immeuble 9 étages, BP 40 000 Libreville-Gabon	SA	51%	51%	IG
Sotelma 31-déc-15 31-déc-14 31-déc-13 Route de Koulikoro, quartier Hippodrome, BP 740, Bamako-Mali	SA	51%	51%	IG
Casamet 31-déc-15 31-déc-14 31-déc-13 Avenue Annakhil Hay Riad Rabat-Maroc	SA	100%	100%	IG
Atlantique Telecom Côte d'Ivoire 31-déc-15 Abidjan-Plateau, Immeuble KARRAT, Avenue Botreau Roussel	SA	85%	85%	IG
Etisalat Bénin 31-déc-15 Cotonou, ilot 553, quartier Zongo Ehuzu, zone résidentielle, avenue Jean Paul 2, immeuble Etisalat	SA	100%	100%	IG
Atlantique Telecom Togo 31-déc-15 Boulevard de la Paix, Route de l'Aviation, Immeuble Moov-Etisalat - Lomé	SA	95%	95%	IG
Atlantique Telecom Niger 31-déc-15 720 Boulevard du 15 avril Zone Industrielle, BP 13 379, Niamey	SA	100%	100%	IG
Atlantique Telecom Centrafrique 31-déc-15 Bangui, BP 2439, PK 0, Place de la République, Immeuble SOCIM, rez-de-chaussée	SA	100%	100%	IG
Atlantique Telecom Gabon 31-déc-15 Boulevard du Bord de Mer - Immeuble Rénovation – BP 12470 Libreville	SA	90%	90%	IG
Prestige Telecom Côte d'Ivoire 31-déc-15 Grand Bassam Zone Franche VITIB Complexe IIAO, 01 BT 8592 Abidjan	SA	100%	100%	IG

Maroc Telecom est une société anonyme de droit marocain, qui a pour activité principale la commercialisation des produits et services de télécommunications. Son siège social est situé à Avenue Annakhil Hay Riad Rabat Maroc.

NOTE 3. GOODWILL

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Mauritel	137	137	137
Onatel	1 838	1 838	1 838
Gabon Telecom	142	142	142
Sotelma	4 791	4 674	4 613
Casanet	5	5	5
Filiales Moov			1 583
Total net	6 913	6 796	8 319

A compter du 1^{er} juillet 2009 les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode du Goodwill complet. Les Goodwill sont ventilés par unités génératrices de trésorerie (UGT) identifiables en application de la norme IAS 36.

Les Goodwill de la Sotelma et des nouvelles filiales acquises en 2015 ont été calculés en application de la norme IFRS 3 révisée. Etant rappelé que le Goodwill définitif des filiales Moov sera finalisé au cours du premier semestre de l'année 2016.

Les Goodwill font l'objet de tests de valeur au moins une fois par an et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Un test de valeur consiste à comparer la valeur comptable de chaque UGT avec sa valeur de marché. Cette dernière est estimée sur la base des flux de trésorerie actualisés, issus des plans d'affaires individuels sur 5 ans. Il convient de préciser que, s'agissant de Casanet, cette valeur de marché est estimée par la méthode des multiples boursiers, sur les résultats 2015 et le budget 2016.

Les principales hypothèses concernant le test de valeur du Goodwill sont les suivantes :

UGT	Méthode d'évaluation	Taux d'actualisation en monnaie locale	Taux de croissance à l'infini
Mauritel	DCF	16,50%	3,00%
Onatel	DCF	12,50%	3,00%
Gabon Telecom	DCF	11,00%	3,00%
Sotelma	DCF	16,00%	3,00%
Filiales MOOV	DCF	[10,8%-18,8%]	3,00%
UGT	Méthode d'évaluation		
Casanet	Multiples boursiers	Moyenne de 10,1x l'EBITDA 2014 et 9,0 x l'EBITDA 2015	

DCF : Discounted Cash Flows.

(En millions MAD)	Début de période	Impairment	Ecart de conversion	Reclassement	Variation de périmètre	Fin de période
Exercice 2013	6 877	0	36	0	0	6 913
Mauritel	137					137
Onatel	1 838					1 838
Gabon Telecom	142					142
Sotelma	4 755		36			4 791
Casanet	5					5
Exercice 2014	6 913					6 796
Mauritel	137		1			137
Onatel	1 838					1 838
Gabon Telecom	142					142
Sotelma	4 791		-117			4 674
Casanet	5					5
Exercice 2015	6 796	0	-57	0	1 580	8 319
Mauritel	137		0			137
Onatel	1 838					1 838
Gabon Telecom	142					142
Sotelma	4 674		-60			4 613
Casanet	5					5
Filiales Moov			3		1 580	1 583

La valeur du goodwill de Casanet ayant été valorisée par la méthode des multiples boursiers, cette dernière ne requiert pas de taux d'actualisation.

NOTE 4. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Logiciels	1 859	1 611	1 603
Licences Telecom	701	673	4 258
Autres immobilisations incorporelles	587	674	1 262
Total net	3 147	2 958	7 123

Le poste des « Licences Telecom » comprend les licences suivantes :

- Les licences 2G de Mauritel, Onatel, Gabon Telecom, Sotelma, Etisalat Benin, AT Togo, AT Niger et AT Gabon;
- Les licences 3G de Maroc Telecom, Mauritel, Onatel, Gabon Telecom, Sotelma, Etisalat Benin, AT Togo, et AT Niger ;
- Les licences universelles d'AT RCA et AT Côte d'Ivoire ;
- Les licences 4G de Maroc Telecom, Gabon Telecom et Etisalat Bénin.

Le poste des « autres immobilisations incorporelles » inclut essentiellement les brevets, les marques et les éléments liés aux regroupements d'entreprises à savoir les bases clients identifiées lors de la détermination du Goodwill des filiales acquises.

Exercice 2015

(En millions MAD)	2014	Acquisitions et Dotations	Cessions et retraits	Ecart de conversion	Var. périmètre	Reclassements	2015
Brut	12 789	3 497	0	3	4 172	-1 921	18 540
Logiciels	7 685	468		4	1 416	-2 097	7 476
Licences Telecom	1 556	2 545		3	2 658	-210	6 552
Autres immobilisations incorporelles	3 548	484		-3	98	387	4 513
Amortissements et dépréciations	-9 831	-1 247	1	4	-2 305	1 960	-11 417
Logiciels	-6 074	-563	3	-2	-986	1 750	-5 873
Licences Telecom	-883	-327		4	-1 298	210	-2 294
Autres immobilisations incorporelles	-2 874	-356	-1	3	-21	-1	-3 250
Total net	2 958	2 250	1	8	1 867	38	7 123

Les immobilisations incorporelles ont enregistré une augmentation de 5 751 millions de dirhams due principalement à l'évolution du poste des « Licences Telecom ». Cette variation s'explique par :

- L'entrée en périmètre des six nouveaux opérateurs détenant des licences d'une valeur globale de 2 658 millions de dirhams ;
- L'octroi et le renouvellement des licences pour un montant de 2 545 millions de dirhams qui se résume comme suit ;
 - ✓ L'acquisition au Maroc de la licence 4G d'un montant de 833 millions de dirhams et d'une licence VSAT de 16 millions de dirhams;
 - ✓ Le renouvellement de la licence 2G de Mauritel d'un montant de 313 millions de dirhams ;
 - ✓ Le renouvellement de la licence d'AT Niger 2G et l'attribution de la licence 3G d'un montant 560 millions de dirhams ;
 - ✓ Un paiement d'un acompte de 50% (824 millions de dirhams) sur l'attribution d'une licence globale en Côte d'Ivoire. Cette dernière sera effective à partir de Mars 2016.

Exercice 2014

(En millions MAD)	2013	Acquisitions et Dotations	Cessions et retraits	Ecart de conversion	Var. périmètre	Reclassements	2014
Brut	11 884	924		8		-26	12 789
Logiciels	7 310	488		16		-128	7 685
Licences Telecom	1 464	94		-2			1 556
Autres immobilisations incorporelles	3 111	343		-7		102	3 548
Amortissements et dépréciations	-8 738	-1 098		-9		13	-9 831
Logiciels	-5 451	-630		-7		14	-6 074
Licences Telecom	-763	-113		-7			-883
Autres immobilisations incorporelles	-2 524	-355		5			-2 874
Total net	3 147	-174		-1		-13	2 958

Exercice 2013

(En millions MAD)	2012	Acquisitions et Dotations	Cessions et retraits	Ecart de conversion	Var. périmètre	Reclassements	2013
Brut	11 208	820		16		-161	11 884
Logiciels	7 002	418		6		-116	7 310
Licences Telecom	1 463			8		-8	1 464
Autres immobilisations incorporelles	2 743	403	0	2	0	-37	3 111
Amortissements et dépréciations	-7 764	-997		-11		34	-8 738
Logiciels	-4 968	-518		-5		40	-5 451
Licences Telecom	-640	-121		-5		3	-763
Autres immobilisations incorporelles	-2 156	-358	0	-1	0	-9	-2 524
Total net	3 445	-177	0	6	0	-127	3 147

La colonne « reclassements » concerne les virements de poste à poste des immobilisations incorporelles.

NOTE 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Terrains	1 461	1 460	1 598
Constructions	3 238	2 955	2 897
Installations techniques, matériel et outillage	19 884	19 822	23 854
Matériel de transport	110	167	161
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements	842	703	723
Autres immobilisations corporelles	14	27	105
Total net	25 548	25 135	29 339

Le poste « autres immobilisations corporelles » comprend essentiellement les avances et acomptes versés sur les commandes d'immobilisations corporelles.

Exercice 2015

(En millions MAD)	2014	Acquisitions et dotations	Cessions et retraits	Ecart de conversion	Var. périmètre	Reclassements	Immobilisations détenues en vue de cession	2015
Brut	78 177	5 338	-22	-168	7 685	-300	-346	90 364
Terrains	1 469	25		-5	121	0		1 610
Constructions	8 139	279		-14	58	1	-346	8 118
Installations Techniques, Matériel et Outillage	63 869	4 748	-11	-147	6 946	-273		75 131
Matériel de Transport	508	21	-11	0	97	0		614
Mobiliers, Matériel de bureau et Aménagements Divers	4 153	249		-2	275	0		4 675
Autres Immobilisations Corporelles	39	17		0	188	-28		216
Amortissement et dépréciations	-53 043	-5 206	24	135	-3 766	542	289	-61 025
Terrains	-9	-2		0		0		-11
Constructions	-5 184	-304		13	-22	-12	289	-5 220
Installations Techniques, Matériel et Outillage	-44 046	-4 586	11	120	-3 340	565		-51 277
Matériel de Transport	-341	-38	11	1	-87	0		-454
Mobiliers, Matériel de bureau et Aménagements Divers	-3 450	-255		2	-227	-23		-3 952
Autres Immobilisations Corporelles	-12	-21	2	0	-91	11		-110
Total net	25 135	132	2	-33	3 919	242	-57	29 339

Les immobilisations corporelles ont connu une augmentation de 12 187 millions de dirhams, cette évolution s'explique par :

- L'entrée en périmètre des nouvelles filiales d'un montant de 7 685 millions de dirhams ;
- Le volume des investissements réalisés en infrastructures du réseau au cours de l'année 2015 pour un montant total de 5 338 millions dirhams réparti comme suit :
 - ✓ 3 249 millions de dirhams au Maroc avec la mise en place de l'infrastructure du réseau 4G
 - ✓ 2 089 millions de dirhams à l'international.

Les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ont enregistré une forte augmentation en 2015 en lien avec le volume important des investissements réalisés.

Exercice 2014

(En millions MAD)	2013	Acquisitions et dotations	Cessions et retraits	Ecart de conversion	Var. périmètre	Reclassements	Immobilisations détenues en vue de cession	2014
Brut	74 531	3 978	-65	-254		-13		78 177
Terrains	1 470	8		-9				1 469
Constructions	8 150	25	-6	-20		-9		8 139
Installations Techniques, Matériel et Outillage	60 427	3 761	0	-225		-94		63 869
Matériel de Transport	432	24	-24	4		71		508
Mobiliers, Matériel de bureau et Aménagements Divers	4 003	153	-34	-3		34		4 153
Autres Immobilisations Corporelles	49	7		-1		-15		39
Amortissement et dépréciations	-48 983	-4 362	63	222		17	1	-53 043
Terrains	-9	-1	1	0		0		-9
Constructions	-4 914	-296	4	22		0		-5 184
Installations Techniques, Matériel et Outillage	-40 539	-3 794	0	195		92		-44 046
Matériel de Transport	-322	-28	24	1		-17	1	-341
Mobiliers, Matériel de bureau et Aménagements Divers	-3 186	-242	34	3		-59		-3 450
Autres Immobilisations Corporelles	-12	0		0				-12
Total net	25 548	-383	-1	-33		3	1	25 135

Exercice 2013

(En millions MAD)	2012	Acquisitions et dotations	Cessions et retraits	Ecart de conversion	Var. périmètre	Reclassements	Immobilisations détenues en vue de cession	2013
Brut	70 412	3 976	-1	165	0	-22	0	74 531
Terrains	1 450	16	0	4	0	0	0	1 470
Constructions	8 118	21	0	12	0	4	0	8 154
Installations Techniques, Matériel et Outillage	56 537	3 659	0	144	0	82	0	60 422
Matériel de Transport	427	18	0	2	0	-13	0	433
Mobiliers, Matériel de bureau et Aménagements Divers	3 863	271	0	3	0	-96	0	4 040
Autres Immobilisations Corporelles	19	-8		0	0	2	0	14
Amortissement et dépréciations	-44 936	-4 082	0	-110	0	145	1	-48 983
Terrains	-8	-1	0	0	0	0	0	-9
Constructions	-4 610	-296	0	-9	0	-2	1	-4 917
Installations Techniques, Matériel et Outillage	-37 058	-3 515	0	-97	0	133	0	-40 538
Matériel de Transport	-304	-20	0	-2	0	3	0	-322
Mobiliers, Matériel de bureau et Aménagements Divers	-2 956	-250	0	-2	0	11	0	-3 197
Autres Immobilisations Corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0
Total net	25 476	-106	-1	55	0	123	1	25 548

La colonne « reclassements » concerne les virements de poste à poste des immobilisations corporelles.

NOTE 6. TITRE MIS EN EQUIVALENCE

En 2013, 2014 et 2015 aucune participation n'est consolidée par mise en équivalence.

NOTE 7. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

(En millions de MAD)	Note	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Titres de participation (non consolidés)	7.1	97	209	212
Autres immobilisations financières		106	84	117
Total net		204	293	329

Au 31 décembre 2015, les autres immobilisations financières comprennent essentiellement :

- les prêts consentis au personnel par Maroc Telecom pour un montant de 17 millions de dirhams ;
- les prêts consentis par Mauritel pour un montant de 47 millions de dirhams ;
- les créances immobilisées d'AT Togo pour un montant de 18 millions de dirhams ;
- les créances financières de 12 millions de dirhams de Gabon Telecom.

Les échéances des autres immobilisations financières au 31 décembre 2015 s'analysent comme suit :

(En millions de MAD)	Note	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
A moins d'un an		33	0	42
Entre 1 et 5 ans		73	78	69
Plus de 5 ans		0	6	6
Total net		106	84	117

7.1 Titres des participations non consolidés

Exercice 2015

(En millions MAD)	Pourcentage détenu	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable
Arabsat	NS	14		14
Autoroute du Maroc	NS	20	4	16
Thuraya	NS	10		10
Fond d'amorçage Sindbad	10%	5	5	0
Médi1 TV	8%	169	64	105
RASCOM	6%	45	6	39
Sonatel	NS	12		12
CMTL	25%	6	1	4
INMARSAT	NS	12		12
IMT/GIE	20%	1		1
MT Fly	100%	20	20	0
Hôtels de la GARE	NS	1	1	0
Total		314	102	212

En 2015, la part des sociétés non consolidées est quasiment stable.

Exercice 2014

(En millions MAD)	Pourcentage détenu	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable
Arabsat	NS	13	0	13
Autoroute du Maroc	NS	20	4	16
Thuraya	NS	10	0	10
Fond d'amorçage Sindbad	10%	5	5	0
Médi1 SAT	NS	169	64	105
RASCOM	NS	46	6	39
Sonatel	NS	11	0	11
CMTL	NS	6	4	2
INMARSAT	NS	12	0	12
IMT/GIE	20%	1	1	0
MT Fly	100%	20	20	0
Total		313	104	209

Exercice 2013

(En millions MAD)	Pourcentage détenu	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette comptable
Arabsat	NS	13	0	13
Autoroute du Maroc	NS	20	4	16
Thuraya	NS	10	0	10
Fond d'amorçage Sindbad	10%	5	5	0
Médi1 SAT	NS	66	65	1
RASCOM	NS	46	9	37
Sonatel	NS	6	0	6
CMTL	NS	6	4	2
INMARSAT	NS	12	0	12
IMT/GIE	20%	1	1	0
MT Fly	100%	20	20	0
Total		205	108	97

NOTE 8. VARIATION DES IMPOTS DIFFERES

8.1 Position Nette

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Actif	107	104	429
Passif	199	203	282
Position nette	-93	-99	148

8.2 Evolution des postes d'impôts différés

Exercice 2015

(En millions MAD)	2014	Charge du compte de résultat	Incidence capitaux propres	Mouvement de périmètre	Reclassements	Ecarts de conversion	2015
Actif	104	91	0	237	-2	0	429
Passif	203	-42	0	18	103		282
Position nette	-99	133	0	219	-105	0	148

L'impôt différé actif a augmenté de 325 millions de dirhams par rapport à 2014 dû principalement à l'activation des impôts différés actifs sur les déficits fiscaux des nouvelles filiales.

L'impôt différé passif a enregistré une évolution de 39% par rapport à 2014. Cette augmentation s'explique principalement par la réévaluation de la marque, de la base client et des terrains de nouvelles filiales.

Exercice 2014

(En millions MAD)	2013	Charge du compte de résultat	Incidence capitaux propres	Mouvement de périmètre	Reclassements	Ecarts de conversion	2014
Actif	107	-4	2			-1	104
Passif	199	-4	8			0	203
Position nette	-93	0	-6	0	0	0	-99

Exercice 2013

(En millions MAD)	2012	Charge du compte de résultat	Incidence capitaux propres	Mouvement de périmètre	Reclassements	Ecarts de conversion	2013
Actif	96	30	7		-27	0	107
Passif	244	-18			-27	0	199
Position nette	-148	48	7	0	0	0	-93

Décomposition du solde des impôts différés

(En millions de MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Dépréciation à déductibilité différée	81	68	56
Retraitements IFRS sur chiffre d'affaires	-73	-68	-40
Reports déficitaires	-	-	234
Autres	-101	-98	-102
Position nette	-93	-99	148

NOTE 9. STOCKS

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Stocks	606	591	579
Dépréciations (-)	-173	-191	-204
Total net	433	400	375

Les stocks bruts au 31 décembre 2015 sont constitués principalement des stocks au Maroc (371 millions de dirhams) dont :

- 168 millions de dirhams de terminaux mobiles;
- 41 millions de dirhams de terminaux fixes ;
- 57 millions de dirhams de terminaux multimédias ;
- 105 millions de dirhams de matières et fournitures consommables (dont 86 millions de dirhams de stocks de cartes).

Les variations de stocks sont comptabilisées dans les achats consommés.

La dépréciation des stocks est comptabilisée dans le poste « dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions ».

NOTE 10. CREANCES D'EXPLOITATION ET AUTRES

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Clients et comptes rattachés (*)	8 126	6 879	8 851
Autres créances et comptes de régularisation	1 495	1 834	2 341
Total net	9 621	8 713	11 192

10.1 Clients et comptes rattachés

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Clients privés (*)	12 727	12 134	14 536
Clients publics	2 001	1 676	1 682
Dépréciations des créances clients (-)	-6 602	-6 931	-7 367
Total net	8 126	6 879	8 851

Les créances clients nettes ont connu une hausse de 29 % suite notamment à l'expansion du périmètre du Groupe.

10.2 Autres créances et comptes de régularisation

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	43	4	123
Personnel	79	71	89
Créances fiscales	1 021	1 366	1 369
Autres débiteurs (*)	191	226	463
Comptes de régularisation	161	167	298
Total net	1 495	1 834	2 341

Le poste « créances fiscales » représente pour l'essentiel des créances de TVA et d'IS. En 2015, le solde des créances fiscales s'élève à 1 369 millions de dirhams (contre 1 366 millions de dirhams en 2014).

(*) Il est à noter que des reclassements ont été effectués en 2013 et 2014 afin de garantir la comparabilité.

NOTE 11. ACTIFS FINANCIERS A COURT TERME

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Dépôt à terme >90 jours	-	-	-
Cash mis à disposition des tiers	55	112	126
Valeur mobilière de placement	-	-	-
Total net	55	112	126

Maroc Telecom a confié à Rothschild & Cie la mise en œuvre d'un contrat de liquidité à la bourse de Paris et d'un contrat de régulation de cours à la bourse de Casablanca pour assurer la liquidité du titre Maroc Telecom.

NOTE 12. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Trésorerie	871	1 028	2 784
Equivalents de trésorerie	213	231	298
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 084	1 259	3 082

La trésorerie et équivalents de trésorerie ont enregistré une hausse de 1 823 millions de dirhams. Cette hausse provient essentiellement des nouvelles filiales, pour 1 150 millions de dirhams et à l'augmentation de la trésorerie de Maroc Telecom de 610 millions de dirhams.

Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Flux net de trésorerie généré par l'activité	12 502	12 960	14 569
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-4 790	-4 825	-8 828
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-7 593	-7 987	-4 008
Effet de change	2	26	91
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	121	175	1 823
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	963	1 084	1 259
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin période	1 084	1 258	3 082
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie	121	175	1 823

La trésorerie et équivalents de trésorerie ont augmenté de 1 823 millions de dirhams en 2015. Cette augmentation s'explique par l'entrée dans le périmètre de consolidation des nouvelles filiales et par des flux net de trésorerie générés par l'activité de 14 569 millions de dirhams qui ont permis de financer partiellement les opérations d'investissement de l'exercice (-8 828 millions de dirhams), et également le versement des dividendes aux actionnaires (-7 061 millions de dirhams) et le remboursement la dette financière du groupe (-2 012 millions de dirhams).

Flux net de trésorerie généré par l'activité

En 2015, le flux net de trésorerie généré par l'activité s'établit à 14 569 millions de dirhams, en hausse de 1 608 millions de dirhams par rapport à 2014. Cette augmentation s'explique principalement par la marge opérationnelle liée à l'activité d'exploitation des filiales nouvellement acquises, soit une hausse de 1 070 millions de dirhams et par la diminution de l'impôt sur le résultat payé au cours de l'exercice pour 285 millions de dirhams

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

Le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements s'élève à -8 828 millions de dirhams en hausse de 4 003 millions de dirhams par rapport à 2014. Cette évolution est due principalement à l'acquisition et au renouvellement des licences au Maroc et à l'international pour un montant global de 2 545 ainsi qu'à la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et réseaux.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

Ce flux est dû essentiellement aux versements des dividendes aux actionnaires pour un montant de -7 061 millions de dirhams et aux décaissements liés au service de la dette -446 millions de dirhams. Les principales entrées de trésorerie de la période sont les dettes de financement composées essentiellement du prêt d'Etisalat pour 200 millions de dollar destinés au financement des investissements au niveau des nouvelles filiales, ainsi que les lignes de découverts au Maroc pour 1 600 millions de dirhams dédiées au financement des opérations courantes.

NOTE 13. DIVIDENDES

13.1 Dividendes

(En millions MAD)	2013	2014	2015
Dividendes distribués par les filiales à leurs actionnaires minoritaires			
-Mauritel	172	219	371
-Onatel	150	322	160
-Gabon Telecom	56	73	91
-Sotelma	220	352	467
Total (a)	598	966	1 089
Dividendes distribués par Maroc Telecom à ses actionnaires (b)			
-Etat Marocain	1 952	1 582	1 820
-Etisalat	3 448	2 796	3 215
-Autres	1 102	896	1 031
Total (b)	6 502	5 274	6 065
Total dividendes distribués (a)+(b)	7 099	6 240	7 154

13.2 Dividendes proposés au titre de l'exercice 2014

Les dividendes distribués par Maroc Telecom à ses actionnaires ont connu une hausse de 15% par rapport à l'année 2014.

Les dividendes distribués par les filiales à leurs actionnaires minoritaires ont augmenté de 13% par rapport à l'année 2014, cette évolution traduit l'effort des filiales africaines à maintenir un niveau de performance élevé.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes de l'exercice 2015 et de l'affectation du résultat de l'exercice, le Directoire d'ITISSALAT AL MAGHRIB dans sa réunion du 29 janvier 2016 a décidé de proposer aux actionnaires de mettre en paiement un dividende de 6,36 dirhams par action représentant une distribution globale de 5 591 millions de dirhams. Cette proposition a été soumise au Conseil de surveillance dans sa réunion du 12 février 2016.

NOTE 14. PROVISIONS

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

Exercice 2015

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Provisions non courantes	376	366	535
Provisions pour rentes	21	20	19
Provisions d'indemnités de départs à la retraite	351	337	381
Provisions pour litiges avec les tiers	5	9	29
Autres provisions	0	0	106
Provisions courantes	463	572	834
Provisions pour charges de restructuration	205	134	131
Provisions sur personnel	0	0	0
Provisions pour litiges avec les tiers	258	328	365
Autres provisions	0	109	338
Total	839	938	1 369

Le poste des « provisions non courantes » comprend essentiellement les provisions pour indemnité de départ à la retraite, les provisions pour litiges avec les tiers, les provisions pour rentes viagères ainsi que les provisions non courantes pour impôt.

Le poste des « provisions courantes » comprend les provisions pour charges de restructuration, les provisions pour litiges avec les tiers, les provisions sur personnel et les provisions courantes pour impôt.

Exercice 2015

(En millions MAD)	2014	Dotations	Consommation	Changement périmètre	Ecart de conversion	Reprises sans objets	Reclassements	2015
Provisions non courantes	366	41	- 31	166	- 4	-	2	535
Provisions pour rentes viagères	20	-	- 1	-	-	-	-	19
Provisions pour indemnités de départs à la retraite	337	33	- 25	41	- 4	-	0	381
Provisions pour litiges avec les tiers	9	8	- 1	15	- 0	-	2	29
Autres provisions	-	-	- 3	110	- 1	-	-	106
Provisions courantes	572	244	- 148	139	0	-	27	834
Provisions pour charges de restructuration	134	-	- 4	-	-	-	-	131
Provisions sur personnel	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour litiges avec les tiers	328	83	- 52	47	1	- 4	37	365
Autres provisions	109	161	- 88	92	- 1	-	64	338
Total	938	285	- 179	305	- 4	-	24	1 369

L'augmentation des provisions non courantes en 2015 s'expliquent essentiellement par l'intégration des nouvelles filiales, pour de 166 millions de dirhams composés principalement des provisions pour litiges fiscaux.

L'augmentation des provisions courantes en 2015 provient principalement de l'entrée en périmètre des nouvelles filiales pour 139 millions dirhams et la constatation des nouvelles dotations pour des litiges avec les tiers.

Exercice 2014

(En millions MAD)	2013	Dotations	Consom- mation	Changement périmètre	Ecart de conversion	Reprises sans objet	Reclassement s	2014
Provisions non courantes	376	25	-34	0	-7	0	6	366
Provisions pour rentes viagères	21		-1				0	20
Provisions pour indemnités de départs à la retraite	351	19	-33		-7		6	337
Provisions pour litiges avec les tiers	5	5			0			9
Autres provisions	0							0
Provisions courantes	463	274	-71	0	3	-107	9	572
Provisions pour charges de restructuration	205		-71					134
Provisions sur personnel	0							0
Provisions pour litiges avec les tiers	258	164			4	-107	9	328
Autres provisions	0	111			-1			109
Total	839	299	-105	0	-4	-107	15	938

Exercice 2013

(En millions MAD)	01.01.2013	Dotations	Consom- mation	Changement périmètre	Ecart de conversion	Reprises sans objet	Reclassement s	2013
Provisions non courantes	816	29	-468	0	0	-25	25	376
Provisions pour rentes viagères	22					-1	0	21
Provisions pour indemnités de départs à la retraite	318	29	0			-21	25	351
Provisions pour litiges avec les tiers	8					-3		5
Autres provisions	468		-468					0
Provisions courantes	279	280	-41	0	0	-14	-42	463
Provisions pour charges plan départs volontaires	15	200	-10			-1		205
Provisions sur personnel	0							0
Provisions pour litiges avec les tiers	236	80	-32			-13	-14	258
Autres provisions	28						-28	0
Total	1 095	309	-510	0	0	-39	-17	839

NOTE 15. EMPRUNTS ET AUTRES PASSIFS FINANCIERS

15.1. Trésorerie nette

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Dettes financières à + d'un an	319	325	6 039
Dettes financières à - d'un an	1 400	1 099	2 438
Concours bancaires courants	6 264	5 207	7 172
Emprunts et dettes financières	7 982	6 631	15 648
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 084	1 259	3 082
Cash bloqué pour emprunts bancaires	8	5	11
Trésorerie nette	-6 890	-5 366	-12 555

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Encours de dettes et intérêts courus non échus (a)	7 982	6 631	15 648
Trésorerie (b)	1 092	1 264	3 093
Trésorerie nette (b)-(a)	-6 890	-5 366	-12 555

L'augmentation de la dette financière du Groupe s'explique par :

- La mise en place des deux nouvelles lignes d'emprunt accordées par Etisalat à Maroc Telecom pour un total de 6 milliards de dirhams.
- l'augmentation des concours bancaires courants pour 1,9 milliards de dirhams essentiellement au Maroc
- l'effet de la consolidation des nouvelles filiales acquises dont les dettes financières s'élèvent à 1.4 milliards de dirhams

15.2. Ventilation par échéance de la trésorerie nette

La ventilation par maturité est faite sur la base des échéances contractuelles des dettes.

Exercice 2015

(En millions MAD)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes financières	2 438	6 012	26	8 477
Concours bancaires courants	7 172			7 172
Total dettes financières	9 610	6 012	26	15 648
Disponibilité	3 082			3 082
Cash bloqué pour emprunts bancaires	11			11
Trésorerie nette	-6 517	-6 012	-26	-12 555

Exercice 2014

(En millions MAD)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes financières	1 099	297	27	1 423
Concours bancaires courants	5 207			5 207
Total dettes financières	6 306	297	27	6 631
Disponibilité	1 259			1 259
Cash bloqué pour emprunts bancaires	5			5
Trésorerie nette	-5 042	-297	-27	-5 366

Exercice 2013

(En millions MAD)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes financières	1 400	305	13	1 719
Concours bancaires courants	6 264			6 264
Total dettes financières	7 664	305	13	7 982
Disponibilité	1 084			1 084
Cash Bloqué pour emprunts bancaires	8			8
Trésorerie nette	-6 571	-305	-13	-6 890

15.3 Tableau d'analyse

Sociétés	Emprunt (En millions MAD)	Devises	Échéance	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Maroc Telecom	Emprunt ETISALAT	EUR	janvier-19	0	0	4 021
Maroc Telecom	Emprunt ETISALAT	USD	novembre-19	0	0	1 979
Maroc Telecom	Emprunt Attijari wafabank	MAD	février-12	453	0	0
Maroc Telecom	Banques, découverts IAM	MAD	juin-16	6 206	5 110	6 711
Mauritel	Contrat de Leasing ZTE 42 site solaire	USD	mai-17	18	15	11
Mauritel	Contrat de Leasing ZTE 12 site solaire	USD	avril-18	7	6	5
Mauritel	Contrat de Leasing ZTE 50 site solaire	USD	août-19	31	30	28
Mauritel	Emprunt QNB	MRO	juillet-19	0	0	155
Mauritel	Emprunt ETTIJARI	MRO	juillet-19	0	0	78
Mauritel	Découvert Mauritel	MRO	-	0	0	1
Onatel	Emprunt AFD1110-1111	EUR	octobre-18	10	8	6
Onatel	Emprunt BOA 2008	FCFA	décembre-14	17	0	0
Onatel	Emprunt BIB 2008	FCFA	décembre-13	5	1	1
Onatel	Emprunt SFI 2008	EUR	juillet-13	0	17	0
Onatel	Emprunt BICA 2008	FCFA	septembre-15	35	17	0
Onatel	Crédits spot Onatel	FCFA	-	145	309	95
Onatel	Emprunt BICIA 2011 Telmob	FCFA	juillet-16	53	23	17
Onatel	Emprunt SGBB 2012(2 MLRS)	FCFA	mai-17	24	20	10
Onatel	Emprunt SGBB 2012(3 MLRS)	FCFA	novembre-17	41	20	20
Onatel	Emprunt BIB 2013	FCFA	octobre-18	87	84	62
Onatel	Emprunt BICIA 2014	FCFA	mai-20	0	0	115
Onatel	Emprunt CBAO 2015	FCFA	mai-21	0	0	83
Onatel	Emprunt SGBB 2015	FCFA	mai-21	0	0	85
Onatel	Crédit d'investissement	FCFA	décembre-14	75	10	0
Onatel	Banques, découverts ONATEL	FCFA	décembre-19	3	63	3
Onatel	Emprunt BICIA B 2014	FCFA	mai-20	0	168	34
Gabon Télécom	Emprunt AFD	EUR	-	2	2	2
Gabon Télécom	BGFI Bank	FCFA	novembre-15	72	35	0
Gabon Télécom	Banques, soldes créditeurs GT	FCFA	-	50	35	0
Sotelma	Emprunt DGDP/CFD OP	FCFA	avril-20	1	1	1
Sotelma	Emprunt DGDP/CFD OD	FCFA	octobre-14	3	0	0
Sotelma	Emprunt AFD OE/CML 1026 01 S	FCFA	avril-18	15	11	8
Sotelma	Emprunt AFD OY/CML 1065 03 X	EUR	octobre-16	9	6	3
Sotelma	Emprunt DGDP/NKF	FCFA	septembre-15	14	15	10
Sotelma	Emprunt ECOBANK	FCFA	février-11	9	0	0
Sotelma	Emprunt HUAWEI PHASE I	EUR	décembre-13	40	0	0
Sotelma	Emprunt BDM 5 Milliards	FCFA	juin-14	86	0	0
Sotelma	Emprunt BIM 7,5 Milliards	FCFA	mai-14	82	0	0
Sotelma	Emprunt BIM 15 Milliards	FCFA	mai-14	165	0	0
Sotelma	Emprunt BIM 2,5 Milliards	FCFA	août-14	44	0	0
Sotelma	Emprunt BAM 7,5 Milliards	FCFA	juillet-14	100	0	0
Sotelma	Emprunt BAM 5 Milliards	FCFA	juillet-14	66	0	0
Sotelma	Emprunt BIM 22 Milliards	FCFA	juillet-15	0	248	0
Sotelma	Emprunt BDM 20 Milliards	FCFA	juillet-15	0	197	0
Sotelma	Emprunt BIM 14 Milliards	FCFA	septembre-15	0	177	0
Sotelma	Emprunt BIM 52 Milliards	FCFA	septembre-15	0	0	648
Sotelma	Banques, découverts Sotelma	FCFA	-	4	0	24
Casanet	Banques, dette financière Casanet	MAD	-	11	0	0
Moov CDI	Emprunt SIB	EUR	août-18	-	-	631
Moov CDI	Banques, découvert Moov CDI	FCFA	-	-	-	237
Moov Bénin	Emprunts BABE	FCFA	-	-	-	136
Moov Togo	Emprunt ECOBANK	FCFA	novembre-17	-	-	76
Moov Togo	Banques, découvert Togo	FCFA	-	-	-	10
Moov Niger	Emprunt ECOBANK AT Niger	FCFA	mars-15	-	-	59
Moov Niger	Emprunt ERICSSON	USD	décembre-16	-	-	25
Moov Niger	Emprunt Moov CDI	FCFA	octobre-14	-	-	5
Moov Niger	Banques, découvert Niger	FCFA	-	-	-	148
Moov RCA	Emprunt Ecobank	FCFA	avril-16	-	-	3
Moov RCA	Emprunt DPA ERICSSON	USD	février-14	-	-	5
Moov RCA	Banques, découvert RCA	FCFA	-	-	-	37
Prestige	Emprunt Banque Atlantique	FCFA	-	-	-	0
Prestige	Caution (FDFF, Laborex, Reuter, GESTOCI)	FCFA	-	-	-	0
Moov Gabon	Banque UBA	FCFA	-	-	-	60
Total Emprunts et autres passifs financiers				7 982	6 631	15 648

NOTE 16. DETTES D'EXPLOITATION

(En millions MAD)	31-déc-13	31-déc-14	31-déc-15
Fournisseurs et comptes rattachés (*)	10 252	10 062	13 732
Compte de régularisation	2 409	2 218	2 223
Autres dettes d'exploitation (*)	4 878	5 150	6 752
Total	17 539	17 429	22 706

En 2015, les dettes d'exploitation ont connu une hausse de 5 277 millions de dirhams par rapport à 2014 due principalement à l'entrée en périmètre des nouvelles filiales d'un montant de 4 471 millions de dirhams.

Les fournisseurs et comptes rattachés comprennent également les dettes sur acquisition d'immobilisation et les clients crédateurs - avances et acomptes reçus sur commandes en cours.

Le poste « autres dettes d'exploitation » représente pour l'essentiel des dettes fiscales relatives à l'IS et à la TVA pour 4 212 millions de dirhams.

(*) Il est à noter que des reclassements ont été effectués en 2013 et 2014 afin de garantir la comparabilité.

NOTE 17. CHIFFRE D'AFFAIRES

(In MAD million)	2013	2014	2015
Maroc	21 294	21 132	21 033
International	7 754	8 630	14 010
Eliminations operations mère-filiales	-489	-618	-910
Total consolidated revenues	28 559	29 144	34 134

A fin décembre 2015, le groupe Maroc Telecom a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 34 134 millions de dirhams, en hausse de 17,1% par rapport à 2014 en raison de l'extension de son périmètre. Cette performance s'explique à la fois par la forte croissance des activités à l'International et la résilience des activités au Maroc.

NOTE 18. ACHATS CONSOMMES

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Coûts d'achat des terminaux	998	895	835
Charges d'interconnexion nationale et internationale	2 458	2 869	4 213
Autres achats consommés	840	890	998
Total	4 296	4 654	6 046

Le poste «Autres achats consommés» comprend essentiellement l'achat d'énergie (carburant et électricité), les achats de cartes téléphoniques et les autres achats non stockés.

Les achats consommés sont passés de 4 654 millions de dirhams en 2014 à 6 046 millions de dirhams en 2015 due principalement à :

- L'élargissement du périmètre pour un montant de 998 millions de dirhams ;
- L'évolution des charges d'interconnexion nationale et internationale au Maroc.

NOTE 19. CHARGES DE PERSONNEL

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Traitements et salaires	2 309	2 413	2 761
Charges sociales	386	405	483
Salaires et charges	2 695	2 818	3 245
Rémunérations payées en action	29	0	0
Charges de personnel	2 723	2 818	3 245
Effectif moyen (en nombre de salarié)	11 912	11 554	12 556

Ce poste comprend les coûts salariaux (salaires, charges sociales et frais de formation et déplacement) de l'exercice à l'exclusion des coûts liés aux plans sociaux comptabilisés en autres charges opérationnelles.

En 2015, les charges de personnel ont connu une hausse par rapport à 2014 de l'ordre de 15%. Cette évolution est due principalement à l'extension du nouveau périmètre.

NOTE 20. IMPOTS, TAXES ET REDEVANCES

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Impôts et taxes	439	661	803
Redevances	989	1 121	1 573
Total	1 428	1 782	2 377

Les redevances comprennent les montants payés aux agences de réglementation des télécommunications au Maroc et à l'international.

En 2015, le niveau global des impôts, taxes et redevances a connu une hausse de 33,4% par rapport à 2014.

Les redevances régulateurs ont augmenté de 452 millions de dirhams par rapport à 2014 tandis que des impôts et taxes ont évolué de 142 millions de dirhams.

Cette augmentation s'explique essentiellement par l'extension du périmètre de consolidation du groupe Maroc Telecom dont l'impact est de 683 millions de dirhams, compensé par une diminution enregistrée sur les autres entités du Groupe de 88 millions de dirhams.

NOTE 21. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Communication	647	678	815
Commissions	1 209	1 227	1 628
Autres dont :	1 838	1 960	2 879
Charges de locations	548	495	823
Entretien, réparations et maintenance	757	708	1 023
Honoraires	422	409	491
Frais postaux et autres services bancaires	134	137	140
Plan de départs volontaires	10	71	4
Divers	-34	141	398
Total	3 693	3 865	5 323

En 2015, les autres produits et charges opérationnels ont augmenté de 36,3 % par rapport à 2014.

Cette hausse est due principalement à l'entrée en périmètre des nouvelles filiales dont l'effet est de 1 392 millions de dirhams.

Les variations les plus significatives proviennent essentiellement de l'International et concernent les postes suivants :

- Augmentation des commissions de distribution, en corrélation avec la hausse du chiffre d'affaires des filiales.
- Hausse des charges de communication suite à l'intensification de la concurrence.
- Hausse des charges d'entretien, réparations et maintenance pour un montant de 342 millions de dirhams, compensée par une baisse de 39 millions de dirhams au Maroc.

Le poste « Divers » comprend essentiellement les gains et les pertes de change d'exploitation, les transferts de charges d'exploitation, et les plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations.

NOTE 22. DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de ce poste pour les exercices clos aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015 :

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Amortissements et dépréciation sur immobilisations	5 037	5 421	6 403
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	402	339	400
Total	5 440	5 759	6 804

Les dotations nettes aux amortissements, dépréciations et provisions s'établissent à 6 804 millions de dirhams à fin décembre 2015, contre 5 759 millions de dirhams à fin décembre 2014. Cette variation de +18% s'explique principalement par l'entrée en périmètre des filiales Moov d'un montant de 1 024 millions de dirhams.

Cette évolution s'explique par la hausse des amortissements et dépréciations sur immobilisations (+ 982 millions de dirhams) inhérente aux importants programmes d'investissements et de modernisation de l'infrastructure réseaux réalisée au Maroc et à l'International notamment la mise en place de l'infrastructure 4G.

Amortissements et dépréciations sur immobilisations

Le tableau ci-après présente les dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations du groupe Maroc Telecom pour les exercices clos aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015 :

(En millions MAD)	2013	2014	2015
Autres immobilisations incorporelles	955	1 060	1 199
Constructions et génie civil	297	296	304
Installations techniques et pylônes	3 515	3 794	4 586
Autres immobilisations corporelles	270	271	314
Total	5 037	5 421	6 403

Dotations nettes aux provisions et dépréciations

Le tableau ci-dessous présente les dotations nettes aux provisions et dépréciations du groupe Maroc Telecom pour les exercices clos aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015 :

(En millions MAD)	2013	2014	2015
Dépréciation des comptes clients	169	335	170
Dépréciation des stocks	8	18	-5
Dépréciation des autres débiteurs	15	8	58
Provisions	211	-23	177
Incidence nette des dotations et reprises	402	339	400

NOTE 23. QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

En 2013, 2014 et 2015 aucune participation n'est consolidée par mise en équivalence.

NOTE 24. RESULTAT FINANCIER

24.1 Coût d'endettement

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	16	6	14
Charges d'intérêts sur les emprunts	-341	-323	-454
Coût d'endettement net	-326	-317	-439

Le coût d'endettement net inclut les charges d'intérêts sur emprunts diminuées des produits de trésorerie et équivalents de trésorerie (produits de placement).

Malgré la hausse de l'endettement global du groupe Maroc Telecom de 136%, le coût de l'endettement net n'a évolué que de 41% et ceci s'explique par l'obtention des dettes de financement d'Etisalat à taux zéro.

L'augmentation de 123 millions de dirhams (+41%) des charges d'intérêts sur les emprunts par rapport à 2014 est due principalement à l'intégration des nouvelles filiales pour un montant de 139 millions de dirhams compensée par une légère baisse des charges d'intérêts au Maroc de 16 millions de dirhams.

24.2 Autres produits et charges financiers

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Résultat de change	-15	-24	-46
Autres produits financiers (+)	10	18	34
Autres charges financières (-)	-43	-23	-113
Autres produits et charges financiers	-49	-29	-126

Les autres charges financières ont enregistré une hausse de 90 millions de dirhams due principalement aux frais d'acquisition des nouvelles filiales.

Le poste des « Autres produits financiers » comprend essentiellement les revenus des titres de participation non consolidés ainsi que leur résultat de cession.

NOTE 25. CHARGES D'IMPOTS

Maroc Telecom est soumis à l'impôt sur les résultats comme toute société anonyme marocaine.

Le poste «Impôts sur les résultats» comprend l'impôt exigible et les impôts différés.

Les impôts différés résultent des différences temporelles entre la valeur comptable et fiscale d'un actif ou d'un passif.

Le tableau ci-dessous décrit la ventilation des impôts entre l'impôt sur les sociétés dû par le groupe Maroc Telecom et les impôts différés pour les exercices clos aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015 :

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Impôt sur les sociétés	4 719	3 135	3 373
Impôts différés	-48	0	-133
Provisions sur impôts	-468	111	-88
Impôts sur les résultats	4 203	3 246	3 152
Taux d'impôt constaté consolidé*	40%	33%	32%

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Résultat net	6 359	6 638	6 577
Impôts comptabilisés	4 671	3 135	3 240
Provisions sur impôts	-468	111	-88
Résultat avant impôt	10 562	9 884	9 729
Taux d'impôt en vigueur	30%	30%	30%
Impôt théorique	3 169	2 965	2 919
Incidence des taux d'impôt	-47	-52	-65
Autres différences**	1 081	333	298
Impôt effectif	4 203	3 246	3 152

(*) Impôts sur les résultats/résultat avant impôts.

(**) Les autres différences nettes comprennent essentiellement la cotisation au fonds de solidarité de 118.8 millions de dirhams au Maroc et la retenue à la source de 199.2 millions de dirhams.

Une provision pour impôt d'un montant de 88 millions de dirhams a été reprise en 2015, par ailleurs au cours de la même année la filiale Onatel s'est acquittée d'une somme de 17,5 millions de dirhams au titre du contrôle fiscal portant sur l'exercice 2014.

Le taux d'impôt différé de Maroc Telecom est : 31%

Le taux d'impôt différé de Mauritel est : 25%

Le taux d'impôt différé d'Onatel est : 27,5%

Le taux d'impôt différé de Gabon Telecom est : 30%

Le taux d'impôt différé de Sotelma est : 30%

Le taux d'impôt différé d'Atlantique Telecom Côte d'Ivoire est : 30%

Le taux d'impôt différé d'Etisalat Benin est : 30%

Le taux d'impôt différé d'Atlantique Telecom Togo : 29%

Le taux d'impôt différé d'Atlantique Telecom Niger est : 30%

Le taux d'impôt différé d'Atlantique Telecom Centrafrique est : 30%

Le taux d'impôt différé d'Atlantique Telecom Gabon est : 30%

Le taux d'impôt différé de Prestige Telecom Côte d'Ivoire est : 30%

NOTE 26. INTERETS MINORITAIRES

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Mauritel	224	172	274
Onatel	164	137	195
Gabon Telecom	91	121	143
Sotelma	341	358	389
AT CDI	-	-	-15
AT Togo	-	-	3
AT Gabon	-	-	-9
Total des minoritaires	819	788	982

Les intérêts minoritaires reflètent les droits des actionnaires autres que Maroc Telecom sur les résultats des sociétés Mauritel, Onatel, Gabon Telecom, Sotelma, AT CDI, AT Togo et AT Gabon.

En 2015, les intérêts minoritaires ont augmenté de 25% du fait de la hausse du résultat des trois filiales Mauritel, Onatel et Gabon Telecom.

NOTE 27. RESULTATS PAR ACTION

27.1 Résultats par action

(En millions de MAD)	2013		2014		2015	
	De base	dilué	De base	dilué	De base	dilué
Résultat net, part du Groupe	5 541	5 541	5 850	5 850	5 595	5 595
Résultat net ajusté, part du Groupe	5 541	5 541	5 850	5 850	5 595	5 595
Nombre d'actions (en millions)	879	879	879	879	879	879
Résultat par action (en MAD)	6,3	6,3	6,7	6,7	6,4	6,4

27.2 Mouvements sur le nombre d'actions

(En nombre d'actions)	2013	2014	2015
Nombre d'actions moyen pondéré en circulation sur la période	879 095 340	879 095 340	879 095 340
Nombre d'actions moyen pondéré en circulation retraité sur la période	879 095 340	879 095 340	879 095 340
Effet dilutif potentiel des instruments financiers en circulation			
Nombre d'actions incluant l'effet dilutif potentiel	879 095 340	879 095 340	879 095 340

NOTE 28. INFORMATIONS SECTORIELLES

28.1 Ventilation du bilan par zone géographique

Exercice 2015

(En millions de MAD)	Maroc	International	Eliminations	Total groupe Maroc Telecom
Actifs non courants	36 549	21 473	-12 483	45 540
Actifs courants	7 475	8 508	-1 094	14 889
Total actif	44 024	29 980	-13 576	60 428
Capitaux propres	16 950	11 371	-8 617	19 704
Passifs non courants	5 185	5 536	-3 866	6 855
Passifs courants	21 889	13 074	-1 094	33 869
Total passif	44 024	29 980	-13 576	60 428
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	4 793	4 043		8 835

L'augmentation du segment International s'explique par la consolidation des nouvelles filiales en 2015.

Exercice 2014

(En millions de MAD)	Maroc	International	Eliminations	Total groupe Maroc Telecom
Actifs non courants	29 133	12 603	-6 450	35 286
Actifs courants	6 559	4 643	-664	10 539
Total actif	35 692	17 246	-7 113	45 824
Capitaux propres	17 097	9 499	-6 434	20 163
Passifs non courants	219	690	-16	893
Passifs courants	18 376	7 056	-664	24 768
Total passif	35 692	17 246	-7 113	45 824
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 359	1 543		4 902

Exercice 2013

(En millions de MAD)	Maroc	International	Eliminations	Total groupe Maroc Telecom
Actifs non courants	29 661	12 824	-6 566	35 919
Actifs courants	7 032	4 544	-327	11 249
Total actif	36 692	17 368	-6 893	47 167
Capitaux propres	16 315	10 184	-6 566	19 933
Passifs non courants	202	792	0	994
Passifs courants	20 175	6 392	-327	26 241
Total passif	36 692	17 368	-6 893	47 167
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 601	1 195		4 796

28.2 Résultat sectoriels par zone géographique

Exercice 2015

(En millions de MAD)	Maroc	International	Eliminations	Total groupe Maroc Telecom
Chiffre d'affaires	21 033	14 010	-910	34 134
Résultat opérationnel	7 383	2 956		10 339
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations	3 761	2 643		6 403
Plan de départs volontaires	4			4

Exercice 2014

(En millions de MAD)	Maroc	International	Eliminations	Total groupe Maroc Telecom
Chiffre d'affaires	21 132	8 630	-618	29 144
Résultat opérationnel	7 734	2 532		10 266
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations	3 845	1 578		5 423
Plan de départs volontaires	71			71

Exercice 2013

(En millions de MAD)	Maroc	International	Eliminations	Total groupe Maroc Telecom
Chiffre d'affaires	21 294	7 754	-489	28 559
Résultat opérationnel	8 595	2 383		10 978
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations	3 516	1 522		5 038
Plan de départs volontaires	10	0		10

NOTE 29. PROVISIONS POUR RESTRUCTURATIONS

(En millions de MAD)	Maroc	International	Total groupe Maroc Telecom
Solde au 01/01/2013	15	1	15
Mouvement de périmètre et ajustements de l'affectation du prix d'acquisition			
Dotations	200	0	200
Consommation	-10	0	-10
Reprises		-1	-1
Solde au 31/12/2013	205	0	205
Mouvement de périmètre et ajustements de l'affectation du prix d'acquisition			
Dotations			
Consommation	-71		-71
Reprises			
Solde au 31/12/2014	134	0	134
Mouvement de périmètre et ajustements de l'affectation du prix d'acquisition			
Dotations			
Consommation	-4		-4
Reprises			
Solde au 31/12/2015	130	0	130

NOTE 30. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

30.1. Rémunérations des mandataires sociaux, des dirigeants et des administrateurs en 2013, 2014 et 2015

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Avantages à court terme (1)	38	47	48
Indemnités de fin de contrats (2)	48	59	55

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes versés et cotisations sécurité sociale, congés payés et avantages non monétaires comptabilisés

(2) Indemnités en cas de licenciement

30.2. Sociétés mises en équivalence

En 2013, 2014 et 2015 aucune société n'est consolidée par mise en équivalence.

30.3. Autres parties liées

Etisalat- Atlantique-Mobily :

Maroc Telecom a réalisé en 2015 des transactions principalement avec Emirates Telecommunications Corporation et Etihad Etisalat Company (Mobily), dans le cadre de la coopération stratégique avec le groupe Etisalat. Ces différentes transactions se résument comme suit :

Exercice 2015

(En millions de MAD)	Etisalat	Atlantique	Mobily
Chiffre d'affaires	202	0	6
Charges	26	0	17
Créances	41	0	1
Dettes	6 003	0	11

Exercice 2014

(En millions de MAD)	Etisalat	Atlantique	Mobily
Chiffre d'affaires	8	0	2
Charges	1	0	0
Créances	32	2	6
Dettes	1	0	0

NOTE 31. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS ET ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

31.1. Obligations contractuelles et engagements commerciaux enregistrés au bilan

(En millions MAD)	Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes à long terme	15 648	9 610	6 012	26
Obligations en matière de location-financement	23	9	14	
Contrats de location simple	51	48	3	
Obligations d'achat irrévocables	0			
Autres obligations à long terme	0			
Total	15 722	9 667	6 029	26

31.2. Autres engagements donnés et reçus dans le cadre de l'activité courante

Engagements donnés

Les engagements donnés comprennent :

En 2015

Un engagement d'investissement de 3 574 million de dirhams réparti comme suit :

- 2 556 millions pour Maroc Telecom ;
- 94 millions de dirhams pour Mauritel ;
- 288 millions de dirhams pour Onatel ;
- 158 millions de dirhams pour Gabon Telecom ;
- 168 millions de dirhams pour Sotelma;
- 65 millions de dirhams pour Etisalat Benin;
- 154 millions de dirhams pour AT Niger ;
- 91 millions de dirhams pour AT RCA.

Des engagements par aval et signature auprès des banques pour un montant de 700 millions de dirhams, répartis comme suit :

- 263 millions pour Maroc Telecom ;
- 27 millions de dirhams pour Mauritel ;
- 44 millions de dirhams pour Onatel ;
- 8 millions de dirhams pour Gabon Telecom ;
- 155 millions de dirhams pour Sotelma;
- 107 millions de dirhams pour Etisalat Benin;
- 95 millions de dirhams pour AT Togo.
- 1 million de dirhams pour AT Niger

Des engagements de location simples et de financement pour un total de 75 millions de dirhams ;

Des engagements de location satellite à long terme d'un montant de 48 millions de dirhams ;

D'autres engagements d'un montant de 490 millions de dirhams, dont :

- 72 Millions de dirhams sur AT Niger pour le contrat de maintenance réseau avec Ericsson ;
- 64 Millions de dirhams sur Atlantique Telecom Côte d'Ivoire pour le contrat de maintenance réseau avec Ericsson ;
- 129 Millions de dirhams sur Etisalat Benin pour le contrat de maintenance réseau avec Ericsson ;
- 19 Millions de dirhams sur AT Togo pour le contrat de maintenance réseau avec Ericsson ;
- 10 millions de dirhams pour Onatel d'engagement OPEX
- 88 millions de dirhams pour Mauritel d'engagement OPEX

Autres Engagements (Maroc Telecom) :

- Reprise de Garanties données par Etisalat sur les financements des filiales Atlantique (9,82 millions € au 31/12/2015, soit 106 millions de dirhams)
- Convention de d'achat et vente à terme : Engagement de vente à termes de 120 millions d'Euro contre 138 millions de Dollars dans le cadre du contrat de la convention de d'achat et vente à terme .

En 2014

Un engagement d'investissement de 3 990 millions de dirhams réparti comme suit :

- 3 408 millions pour Maroc Telecom dans le cadre de la convention signée avec l'Etat Marocain;
- 119,5 millions de dirhams pour Mauritel ;
- 337,3 millions de dirhams pour Onatel ;
- 63,7 millions de dirhams pour Gabon Telecom ;
- 61,7 millions de dirhams pour Sotelma ;

Maroc Telecom a signé une nouvelle convention d'investissement avec l'état marocain par laquelle Maroc Telecom s'était engagé à réaliser sur les années 2013 – 2015 un programme d'investissement de plus de 10,08 milliards de dirhams (soit environ 908 millions d'euros) et devant créer 500 emplois directs. Ce programme vise la modernisation et l'extension des infrastructures pour répondre aux besoins croissants du trafic mobile et de l'Internet Haut Débit ainsi que sur le déploiement du réseau d'accès en fibre optique pour le très Haut Débit.

Des engagements par aval et signature auprès des banques pour un montant de 161,1 millions de dirhams ;

Un engagement de location de 36,6 millions de dirhams ;

- Un engagement de location satellite à long terme d'un montant de 63,9 millions de dirhams ;
- Un engagement de 5 236 millions de dirhams pour acquisition auprès de sociétés du groupe Etisalat des titres et prêts d'actionnaires des sociétés suivantes :
 - ✓ Etisalat Benin ;
 - ✓ Atlantique Telecom Gabon ;
 - ✓ Atlantique Telecom Côte d'Ivoire ;
 - ✓ Atlantique Telecom Niger ;
 - ✓ Atlantique Telecom Centrafrique ;
 - ✓ Atlantique Telecom Togo ;
 - ✓ Prestige Telecom Côte d'Ivoire.

Un engagement de 337 millions de dirhams pour reprise des engagements et garanties donnés par des sociétés du groupe Etisalat portant sur les filiales rachetées ;

D'autres engagements d'un montant de 39,3 millions de dirhams.

En 2013

Un engagement d'investissement de 6 919 millions de dirhams réparti comme suit :

- 6 635 millions pour Maroc Telecom dans le cadre de la convention signée avec l'Etat Marocain ;
- 7,6 millions de dirhams pour Mauritel ;
- 98,3 millions de dirhams pour Onatel ;
- 46,7 millions de dirhams pour Gabon Telecom ;
- 131,1 millions de dirhams pour Sotelma ;

Maroc Telecom a signé une nouvelle convention d'investissement avec l'état marocain par laquelle Maroc Telecom s'était engagé à réaliser sur les années 2013 – 2015 un programme d'investissement de plus de 10,08 milliards de dirhams (soit environ 908 millions d'euros) et devant créer 500 emplois directs. Ce programme vise la modernisation et l'extension des infrastructures pour répondre aux besoins croissants du trafic mobile et de l'Internet Haut Débit ainsi que sur le déploiement du réseau d'accès en fibre optique pour le très Haut Débit.

L'engagement de Mauritel pour un montant de 0.6 million de dirhams au titre de l'acquisition de la licence 3G ;

Des engagements par aval et signature auprès des banques pour un montant de 231 millions de dirhams ;

Un engagement de location de 35 millions de dirhams ;

Un engagement de location satellite à long terme d'un montant de 84 millions de dirhams ;

D'autres engagements d'un montant de 99 millions de dirhams.

Maroc Telecom s'engage irrévocablement et à la première demande de la part de FIPAR Holding, à racheter la participation de 9,75% du capital de Médi1 SAT cédée à FIPAR Holding majorée du coût du capital (6,03% l'an).

Dans le cas d'une cession à un tiers d'une part supérieure à 40,25% du capital de Médi1 SAT avec réalisation d'une moins-value, Maroc Telecom s'engage à restituer à Fipar Holding un montant égal à 9,75% de la moins-value de cession majoré du coût des capitaux investis (6,03% / an).

Engagements reçus

Les engagements reçus comprennent :

En 2015

Les avals et cautions pour 1 295 millions de dirhams au 31 décembre 2015 versus 1 187 millions de dirhams au 31 décembre 2014, répartis comme suit :

- 916 millions pour Maroc Telecom, pour avals et cautions ;
- 100 millions de dirhams pour Mauritel, cautions reçues ;
- 23 millions de dirhams pour Onatel, cautions reçues ;
- 46 millions de dirhams pour Sotelma, cautions reçues ;
- 72 millions de dirhams pour AT Cote d'Ivoire, cautions reçues ;
- 104 millions de dirhams pour Etisalat Benin, cautions reçues ;
- 11 millions de dirhams pour AT Togo, cautions reçues ;
- 24 millions de dirhams pour AT Niger, cautions reçues.

Autres engagements reçus (Maroc Telecom):

- Convention d'achat et vente à terme : Engagement d'achat à termes de 138 millions de Dollars contre 120 millions d'Euro dans le cadre du contrat de couverture de change.
- Engagement d'apport des biens des œuvres sociales, par l'Etat Marocain
- Convention d'investissement :
- Exemption des droits de douanes sur les importations relatives aux investissements.

En 2014

Les avals et cautions pour 1 187 millions de dirhams au 31 décembre 2014 versus 1 778 millions de dirhams au 31 décembre 2013.

Engagements reçus dans le cadre de l'acquisition des filiales Etisalat :

- Pour contribuer aux investissements nécessaires dans ces six opérateurs, Etisalat consent à Maroc Telecom un financement sans intérêt de 200 millions de dollars sur quatre ans.
- Etisalat a accordé à Maroc Telecom des engagements et garanties portant sur les filiales rachetées, usuels pour ce type d'opération, ainsi que certaines indemnités spécifiques
- Autres engagements reçus :
- Engagement d'apport des biens des œuvres sociales par l'Etat Marocain
- Convention d'investissement :
- Exemption des droits de douanes sur les importations relatives aux investissements.

En 2013

Les avals et cautions pour 1 778 millions de dirhams au 31 décembre 2013 versus 2 113 millions de dirhams au 31 décembre 2012.

Dans le cas d'une cession à un tiers d'une part supérieure à 40,25% du capital de Médi1 SAT avec réalisation d'une plus-value, Fipar Holding s'engage à rétrocéder à Maroc Telecom 9,75% de la plus-value de cession après déduction du coût des capitaux investis (6,03% / an).

NOTE 32. GESTION DES RISQUES

Le Groupe est exposé à différents risques de marché liés à son activité.

Risque de crédit :

Maroc Telecom minimise son risque de crédit en s'engageant uniquement dans des opérations de crédit avec des banques commerciales ou des institutions financières qui bénéficient de notes de crédit élevées et en répartissant les transactions parmi les institutions sélectionnées.

Les créances de Maroc Telecom ne sont par ailleurs pas assorties d'une concentration importante de risque de crédit, compte tenu de leur taux de dilution important.

Risque de change :

Le groupe Maroc Telecom est exposé aux fluctuations de taux de change dans la mesure où la composition de ses encaissements et de ses décaissements en devises diffèrent.

Maroc Telecom perçoit des encaissements en devises correspondant aux revenus des opérateurs internationaux, et réalise des décaissements en devises correspondant au paiement des fournisseurs internationaux (notamment le paiement des investissements et l'acquisition de terminaux) et au règlement de l'interconnexion avec les opérateurs étrangers. Ces décaissements sont principalement libellés en euros

Au Maroc, la part des décaissements en devises hors filiales libellée en euros représente 69% de l'ensemble des décaissements en devises au 31 décembre 2015, ces derniers totalisant 3 600 millions de dirhams. Ces décaissements en devises sont inférieurs au montant des encaissements en devises qui sont de l'ordre de 3 725 millions de dirhams en 2015.

Au niveau international, la part des décaissements en devises libellée en dollars représente 78% de l'ensemble des décaissements en devises au 31 décembre 2015, ces derniers totalisant 589 millions de dirhams. Ces décaissements en devises sont supérieurs au montant des encaissements en devises qui sont de l'ordre de 178 millions de dirhams en 2015.

Par ailleurs, le groupe Maroc Telecom a une dette de 15 648 millions de dirhams au 31 décembre 2015, contre 6 631 millions de dirhams au 31 décembre 2014, libellée principalement en Euro et en Dirham :

(En millions de MAD)	2013	2014	2015
Euro	61	16	6 641
Dirham	6 672	5 110	6 711
Autres (principalement FCFA)	1 250	1 505	2 295
Total dettes financières	7 982	6 631	15 648

Le groupe Maroc Telecom ne peut pas compenser ses décaissements et ses encaissements en devises, la réglementation marocaine en vigueur ne l'autorisant qu'à conserver 70 % de ses recettes télécoms en devises dans un compte en devises ; les 30 % restants sont cédés en dirhams. Le résultat du groupe Maroc Telecom peut de ce fait être sensible aux variations des taux de change, notamment entre le Dirham et le Dollar US ou l'Euro.

En 2015, l'Euro s'est déprécié de 2% par rapport au Dirham (de 10,9695 au 31 décembre 2014 à 10,7795 dirhams pour 1 euro au 31 décembre 2015). Sur la même période, le Dollar US s'est apprécié de 10%, en passant de 9,0425 dirhams en 2014 à 9,9057 dirhams pour 1 dollar en 2015.

Les filiales dont la monnaie de compte est le Franc CFA ainsi que la filiale mauritanienne dont la monnaie est l'Ouguiya, rendent l'exposition du Groupe au risque de change plus important, notamment vis-à-vis des fluctuations de cours de change de l'Euro et de l'Ouguiya face au Dirham.

Toutefois, une dépréciation du Dirham face à l'Euro de 1% aurait sur la base des comptes Groupe de 2015 les impacts limités suivants :

- Chiffre d'affaires = + 137 millions de dirhams
- Résultat d'exploitation = + 30 millions de dirhams
- Résultat net, part du groupe = + 4 millions de dirhams

Au niveau de Maroc Telecom, les actifs en devises sont constitués essentiellement des créances sur ses filiales et sur les opérateurs étrangers. Les passifs en devises sont constitués principalement des dettes envers la société mère, les fournisseurs et opérateurs.

Au niveau international, les actifs en devises sont constitués essentiellement des créances sur les opérateurs étrangers. Les passifs en devises sont constitués principalement des dettes vis à vis des fournisseurs et opérateurs étrangers.

(En millions de MAD)	Euro /FCFA	USD	MRO	Total Devises étrangères	MAD	Total Bilan
Total actifs	26 741	138	2 548	29 426	31 002	60 428
Total passifs	-13 941	-283	-2 455	-16 679	-43 749	-60 428
Position nette	12 799	-145	92	12 747	-12 747	0

Le Groupe a recours à une couverture de change au titre d'un emprunt en Dollar, sous forme de convention d'achat et vente à terme (Euro/Dollar).

Le tableau suivant présente les positions nettes de Maroc Telecom (hors filiales) dans les principales devises étrangères, et globalement pour les autres au 31 décembre 2015.

(En millions)	Euro (2)	USD (2)	Autres devises (contrevaieur en euro*) (1)
Actifs	497	100	8
Passifs	-512	-319	-2
Position nette	-16	-218	6
Engagements (3)	-120	138	-
Position nette globale	-136	-80	6

*Sur la base de 1 euro = 10,779 dirhams correspondant au cours moyen de Bank-Al Maghrib au 31/12/2015.

NB :

(1) Les autres devises comprennent essentiellement le Yen japonais (YEN), le Franc suisse (CHF) et la Couronne suédoise (SEK).

(2) La position de change en euros et en dollars est calculée en appliquant sur les créances et dettes en DTS (Droits de Tirage Spéciaux) des opérateurs étrangers au 31 décembre 2015 la proportion par devise des encaissements réalisés en 2015.

(3) Pour le solde des engagements dus sur les contrats en cours, la répartition par devise correspond au reliquat effectif sur les contrats engagés.

Au niveau de Maroc Telecom, l'appréciation de 1% de l'Euro et du Dollar US par rapport au Dirham aurait un impact au 31 décembre 2015 de :

- +41 millions de dirhams sur les postes d'Actif,
- 50 millions de dirhams sur les postes du Passif,
- 10 millions de dirhams sur la position nette,
- 21 millions de dirhams sur les engagements et,
- 30 millions de dirhams sur la position nette globale.

Inversement, la dépréciation de 1% de l'Euro et du Dollar US par rapport au Dirham aurait un impact au 31 décembre 2015 de :

- 41 millions de dirhams sur les postes d'Actif,
- +50 millions de dirhams sur les postes du Passif,
- +10 millions de dirhams sur la position nette,
- +21 millions de dirhams sur les engagements et,
- +30 millions de dirhams sur la position nette globale

Risque de liquidité :

Maroc Telecom estime que les flux de trésorerie générés par ses activités opérationnelles, sa trésorerie, ainsi que les fonds disponibles via les lignes de crédit, seront suffisants pour couvrir les dépenses et investissements nécessaires à son exploitation, le service de sa dette, la distribution de dividendes et les opérations de croissance externe en cours au 31 décembre 2015.

Risque de taux d'intérêt :

La dette du groupe Maroc Telecom est essentiellement à taux fixe. La part de la dette à taux variable étant relativement faible, le groupe Maroc Telecom n'est pas exposé de manière significative à l'évolution favorable ou défavorable des taux d'intérêt.

NOTE 33. EVENEMENTS POST CLOTURE

33.1 Faits caractéristiques :

Gabon Telecom vient de finaliser la cession d'un bien immobilier « delta postal » pour un prix s'élevant à 412 millions de dirhams, les impacts correspondants seront pris en compte au niveau consolidé en 2016.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
LES COMPTES CONSOLIDES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015**

Aux actionnaires

de la Société Itissalat Al Maghrib « IAM » SA

Avenue Annakhil, Hay Riad

Rabat, Maroc

Monsieur Le Président,

Messieurs les actionnaires,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société ITISSALAT AL-MAGHRIB (IAM) S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2015, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 19 704 millions de dirhams dont un résultat net consolidé de 6 577 millions de dirhams.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITE DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation de la société Itissalat Al-Maghrib (IAM) S.A. au 31 décembre 2015, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Le 12 février 2016

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG

ABDELAZIZ ALMECHATT

FOUAD LAHGAZI

ABDELAZIZ ALMECHATT

ASSOCIE

ASSOCIE